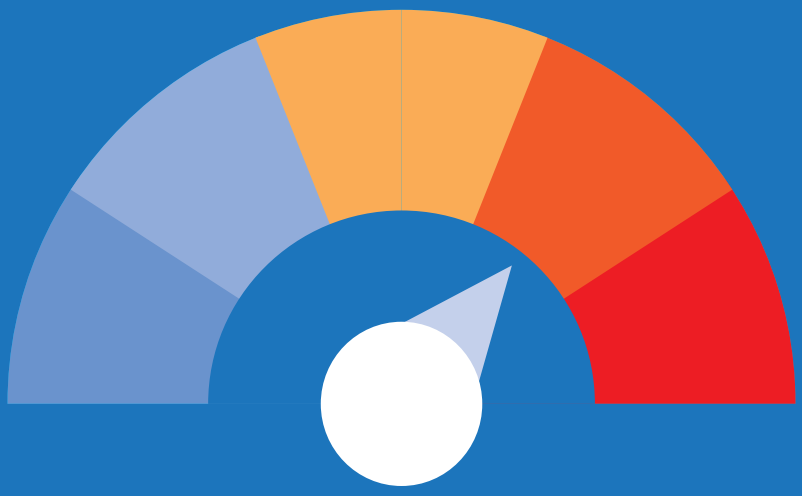
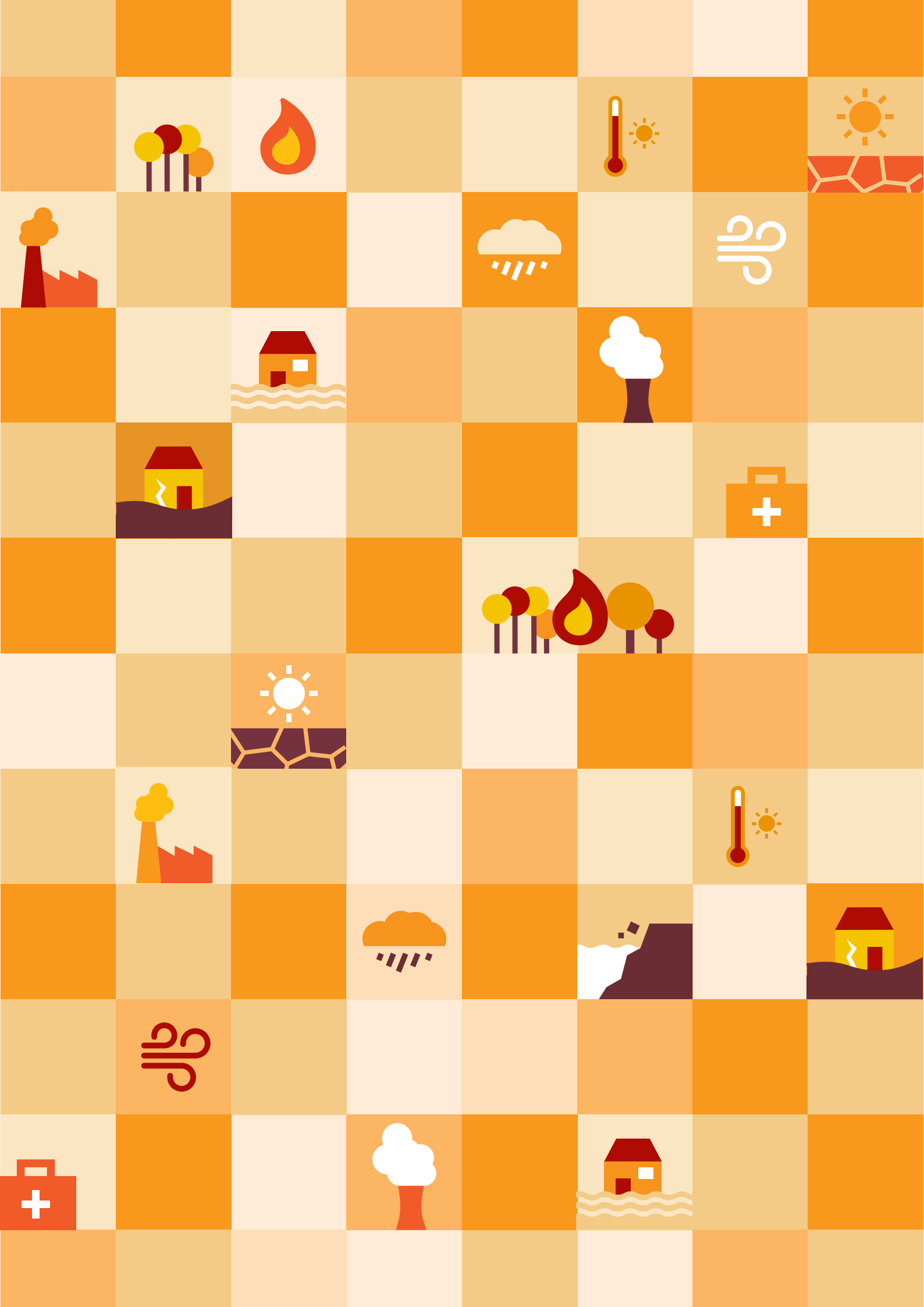
Baromètre sur la perception des risques en Gironde 2026



gironde.fr/risques-majeurs

Gironde
LE DÉPARTEMENT



Edito



Si la Gironde est un laboratoire des risques, c'est aussi un territoire tout désigné pour en être l'observatoire. Attentif aux liens entre environnement et société dans la volonté de prendre soin de notre « santé globale » (*One Health*), le Département a renouvelé son baromètre sur la perception des risques afin de mieux saisir pour l'intégrer pleinement dans son Plan Départemental de Sauvegarde.

Sécurité, environnement, finance, santé, énergie, numérique… les risques et leur gestion regardent le collectif au-delà de la collectivité départementale. L'objectif est donc d'identifier la part et la place de l'expertise publique des agentes et agents départementaux dans l'identification, la prévention et l'accompagnement des risques.

Ceci pour servir une « culture du risque » réellement partagée entre les acteurs des solidarités humaines et territoriales. Si la perception des risques s'est accrue avec l'intensification de la mondialisation et la démultiplication de solutions techno¬logiques, elle reste encore inégale et a fait émerger de nouvelles problématiques qui impliqu¬ent non seulement les acteurs étatiques et internationaux, mais aussi de plus en plus localement, le Département, les communes et intercommunalités et leurs partenaires associatifs.

L'enjeu ici est de pouvoir prévenir le risque tout en étant capable d'y apporter des réponses éthiques et publiques afin que la sécurité face aux risques ne se construise pas contre certaines populations mais pour toutes les vies, reconnaissant leur égale précarité et leur égale dignité.



Jean-Luc GLEYZE
Président du Département
de la Gironde

Sommaire

Introduction 1

Méthodologie 2

Caractéristiques sociodémographiques 2

Chapitre 1 : préoccupations des Girondins face aux risques présents sur le territoire 4

Les risques naturels : une perception en légère diminution avec des impacts moins identifiés qu'en 2024 5

Influence perçue entre dérèglement climatique et phénomènes naturels 7

Chapitre 2 : connaissance et communication sur les risques en Gironde 8

Une bonne connaissance qui se confirme en 2026 10

Un sentiment d'information toujours inégal selon les risques 11

Information et alerte : une vigilance à renforcer sur les mesures de protection 13

Les Girondins et leur rapport à l'exposition de leur logement aux risques a-t-il évolué ? 14

Où les Girondins s'informent-ils sur les risques ? 15

Chapitre 3 : engagement des girondins dans les risques et confiance dans les institutions publiques 16

Une confiance citoyenne qui se stabilise dans le temps 16

Responsabilité individuelle : une prise de conscience en hausse par rapport à 2024 17

Mobilisation pour la sauvegarde : un engagement constant et des pistes à explorer 18

Chapitre 4 : les stratégies d'adaptation développées par les Girondins en 2026 20

1. Les stratégies d'adaptation selon les tendances sociodémographiques 20

2. Les stratégies d'adaptation selon les facteurs étudiés 22

Zoom : la perception des risques technologiques et industriels 24

Une majorité de Girondins favorable à la centrale nucléaire du Blayais 25

Une indécision toujours présente concernant la question sur le nucléaire 25

Besoin de transparence de la part des exploitants industriels 27

Conclusion 28

Annexes 30

Introduction

Le Département de la Gironde confirme son rôle d'observatoire des risques en renouvelant le baromètre sur la perception des risques en Gironde. Cette enquête réalisée tous les deux ans mesure l'évolution des opinions des Girondins et des Girondines face aux risques majeurs : leurs connaissances, leurs craintes, leurs attentes, ainsi que les stratégies d'adaptation qu'ils déploient sur le territoire.
Ce baromètre met en lumière les représentations sociales des phénomènes perçus comme dangereux, susceptibles d'impacter la qualité de vie sur le territoire.

Le changement climatique, les pressions sur le pouvoir d'achat, l'accès aux soins, l'insécurité ou encore les tensions internationales, sont autant de thèmes susceptibles d'altérer la qualité de vie en Gironde. Quelles sont les priorités qui émergent aujourd'hui ? Quels territoires ou groupes d'individus se sentent les plus exposés ? Et quelle est la confiance portée aux acteurs publics locaux ? Autant de questions renouvelées et approfondies, auxquelles ce second baromètre apporte des éléments de réponse pour éclairer les politiques publiques et les actions de prévention.

Cette enquête identifie :

- Le niveau de risque perçu (notamment les risques naturels, technologiques et sanitaires) ;
- L'évaluation de la connaissance et les vecteurs de communication utilisés ;
- L'engagement des citoyens et la confiance envers les institutions publiques ;
- La typologie des profils de girondins faces aux risques majeurs.

Au-delà des analyses comparatives entre les caractéristiques sociodémographiques, le baromètre aborde des notions relatives aux comportements psychologiques adoptés par les individus pour faire face au stress engendré par les risques.

Le baromètre est actualisé tous les deux ans afin d'assurer une continuité méthodologique et permettre des comparaisons entre les éditions.

Méthodologie

L'enquête a été réalisée en ligne du 24 novembre au 10 décembre 2025 par Toluna-Harris Interactive (sur la même période que les enquêtes du 1e baromètre 2023-2024 et du baromètre national publié par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASNR)*).

Une démarche quantitative a été retenue afin de mesurer la perception des risques à partir d'un échantillon représentatif des habitants Girondins. La représentativité de l'échantillon a été garantie par la méthode des quotas (genre, âge et catégorie socioprofessionnelle) et après un découpage par arrondissement préfectoral. L'échantillon est composé de 846 personnes âgées de 18 ans et plus, représentatives de la population de la Gironde.

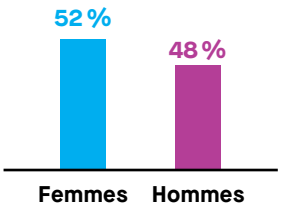
Pour rappel, le baromètre des risques en Gironde a été conçu en 2023 en s'appuyant :

- D'une part, sur le baromètre national déployé par l'IRSN depuis près de 30 ans : 60 % des questions en sont inspirées et 40 % sont adaptées au contexte des risques girondins (Cf. Annexe 1). Cette approche méthodologique permet de comparer la pertinence des deux échelles d'étude, nationale et départementale, tout en ciblant la perception des risques spécifique à la Gironde.
- D'autre part, sur la méthode d'analyse des comportements psychosociologiques adoptés par la population de la Gironde. À ce titre, les stratégies de coping ou stratégies d'adaptation (Cf. Annexe 1) sont abordées.

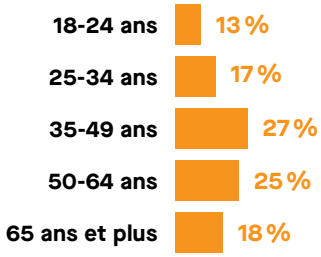
Caractéristiques sociodémographiques

Les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon interrogé sont le sexe, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle (CSP) et l'arrondissement de l'interviewé(e) (en %).

Sexe

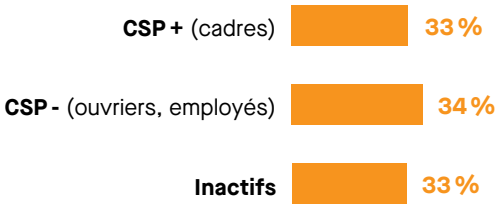


Âge



CSP

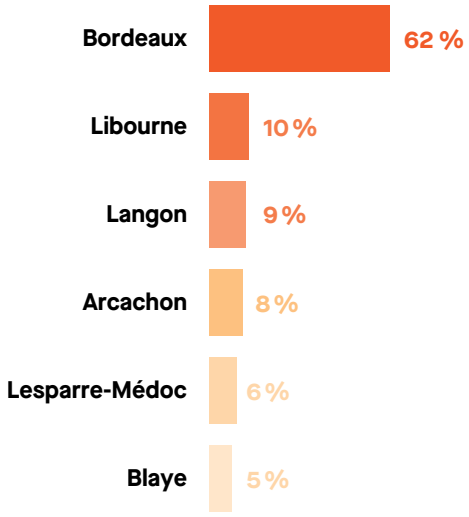
(Catégorie Socio Professionnelle)



* https://barometre-perceptiondesrisques.asnr.fr



Arrondissements :



Aide à la lecture :

- Les chiffres présentés dans le baromètre sont exprimés en pourcentage (%).
- Les résultats des analyses statistiques présentées sont tous significatifs avec un intervalle de confiance supérieur à 90 %. L'intervalle de confiance ou « marge d'erreur » permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la taille de l'échantillon. Les chiffres rapportés ne sont pas exacts à 100 %, mais peuvent se situer dans une fourchette autour de la valeur donnée. Dans le cas de notre échantillon, la marge d'erreur est de + ou - 2,4 %.
- Certaines questions proposent de hiérarchiser un choix de réponses. Dans l'analyse, les pourcentages des réponses « en premier », « en deuxième », « en troisième » peuvent être cumulés apportant une importance supplémentaire aux tendances perçues par les Girondins.
- Les résultats abordant les stratégies d'adaptation des Girondins ont été obtenus via une analyse paramétrique : les analyses paramétriques sont plus efficaces lorsque la taille de l'échantillon est relativement grande (comme dans le cas du présent baromètre).

Chapitre 1 : préoccupations des Girondins face aux risques présents sur le territoire

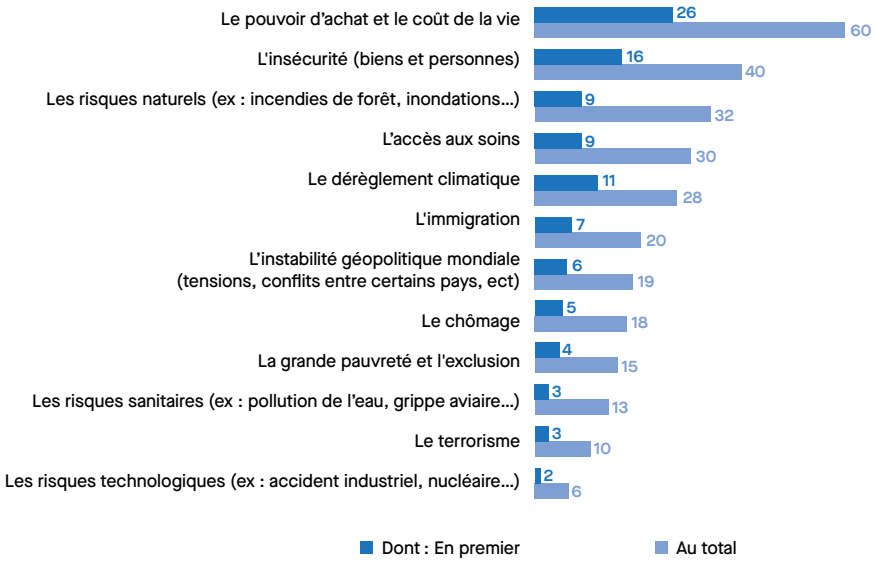
Les années 2024 et 2025 ont été marquées par de nombreux événements au niveau national et international, qu'il est important de rappeler afin de mieux appréhender les résultats du baromètre 2026.

Sur la scène internationale, les conflits géopolitiques persistent et entrainent des tensions sociales et économiques importantes.

Concernant les événements climatiques, la Gironde a été marquée par de fortes chaleurs avec la canicule de 2025, des inondations, des mouvements de terrain (recul du trait de côte important) ainsi que des épisodes de grêle. Ces phénomènes ont eu des conséquences particulièrement lourdes notamment pour les agriculteurs, dont les cultures et les exploitations ont été fragilisées.

L'enquête du baromètre 2026, menée entre novembre et décembre 2025, n'a pu intégrer certains événements importants survenus en janvier 2026 : tels que la tornade de Mios, les mouvements de blocage de l'A63 par des agriculteurs, les tempêtes NILS et PEDRO, les canicules et les feux de forêt de l'été 2026. Ils n'apparaissent donc pas dans les réponses des Girondins interrogés.

En Gironde, parmi les sujets actuels suivants, lequel est selon vous le plus préoccupant ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

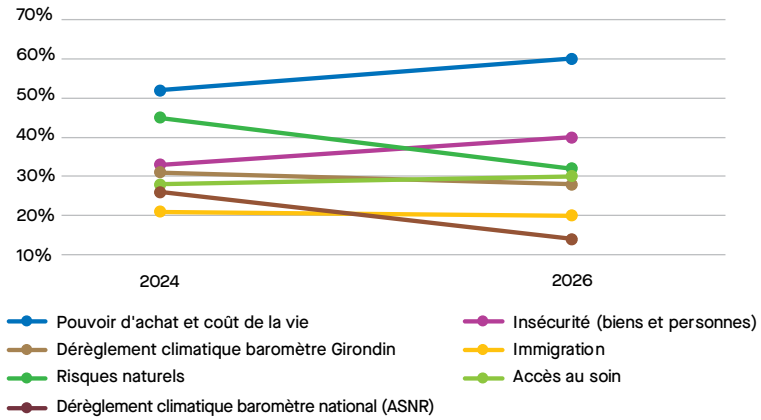


Les Girondins placent au premier plan de leurs préoccupations **le pouvoir d'achat et le coût de la vie** (26 % le citent en premier, 60 % au total), suivi de **l'insécurité des biens et des personnes** (16 % en premier, 40 % en réponse cumulée).

Les **risques naturels** (incendies, inondations) restent un des éléments d'inquiétude majeurs des Girondins : 32 % les citent comme l'un des deux sujets les plus préoccupants à l'échelle du département (60 % des habitants de l'arrondissement d'Arcachon le placent comme étant leur première préoccupation), ainsi que le **dérèglement climatique** avec 28 % des réponses cumulées.

Enfin, la crainte liée aux **risques technologiques et sanitaires** (6 % en réponse cumulée) se retrouve comme en 2024, en dernière place des préoccupations.

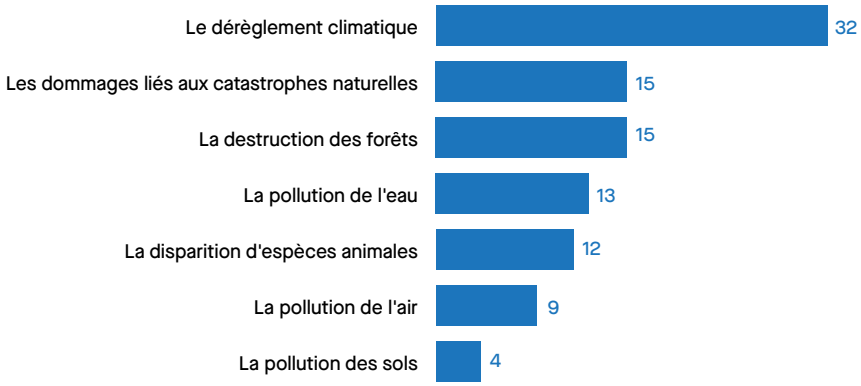
Évolutions entre 2024 et 2026



- Le danger que représentent les risques naturels est en net recul par rapport à 2024 (-13 points) : l'absence d'événements récents marquants sur le département entre 2024 et 2025 peut réduire la perception du risque même si la vulnérabilité reste réelle.
- On observe en 2026 une hausse des préoccupations économiques et sécuritaires : pouvoir d'achat (+8 points), insécurité (+7), chômage (+4).
- La préoccupation liée aux risques sanitaires (13 %, +1) et technologiques (6 %,-3) quant à elle, reste constante et est une nouvelle fois moins perçue par les Girondins.

Les risques naturels : une perception en légère diminution avec des impacts moins identifiés qu'en 2024

Voici un certain nombre de sujets environnementaux. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?



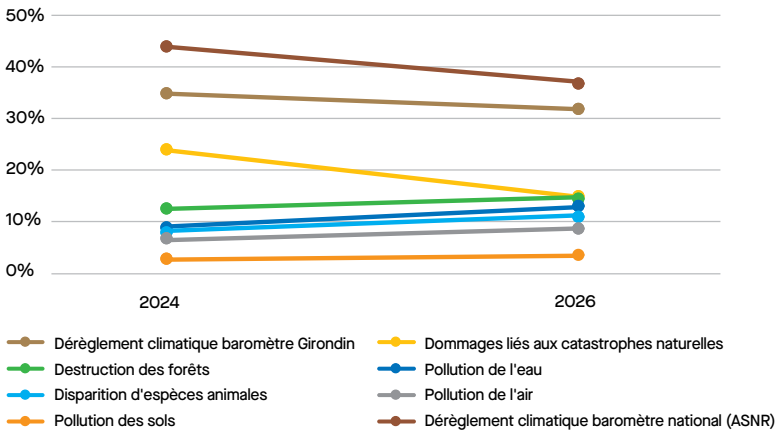
Parmi les préoccupations environnementales en Gironde, le dérèglement climatique est le sujet qui inquiète le plus les habitants du Département (32 %), devant les dommages liés aux catastrophes naturelles et la destruction des forêts (15 % chacun), la pollution de l'eau (13 %) et la disparition d'espèces animales (12 %).
Les enjeux liés à la biodiversité et à la fragilité des milieux, comme la pollution de l'air (9 %) ou la pollution des sols (4 %), ne figurent une nouvelle fois pas parmi les préoccupations majeures des Girondins. En effet, ces sujets sont moins visibles directement sur le territoire, entraînant une perception moins aiguë de leur importance.

Des distinctions sociodémographiques se dégagent :

- Les préoccupations environnementales des Girondins varient selon l'âge et le territoire. Les répondants les plus âgés, ainsi que les habitants de l'arrondissement d'Arcachon, accordent une importance particulière aux dommages causés par les catastrophes naturelles et à la destruction des forêts. Cette sensibilité s'explique par la mémoire encore vive des événements climatiques récents, tels que les incendies de forêt de 2022, qui ont profondément marqué le territoire et ses habitants. Pour ces populations, la préservation des paysages et la protection contre les risques naturels constituent une priorité.

- À l'inverse, les jeunes générations manifestent davantage d'inquiétude face à la disparition des espèces et à la pollution de l'air. La littérature montre qu'elles sont plus exposées à l'éco-anxiété et ressentent une détresse plus élevée face à l'urgence climatique. Leur sensibilité aux enjeux de biodiversité et de santé publique est renforcée par une exposition aux discours écologistes contemporains et aux alertes médiatiques. Même s'ils se montrent moins directement affectés par les catastrophes passées, les plus jeunes projettent leurs craintes sur des menaces perçues comme systémiques et à long terme, ce qui alimente leur angoisse environnementale.

Évolutions entre 2024 et 2026 :



- Les dommages liés aux catastrophes naturelles apparaissent en baisse par rapport à 2024 (-9 points : 24 % → 15 %). Cette tendance pourrait refléter une atténuation de la mémoire collective des événements traumatiques, seulement trois ans après les grands incendies de 2022. L'éloignement temporel de ces crises semble ainsi réduire leur impact sur la perception des risques par les Girondins.

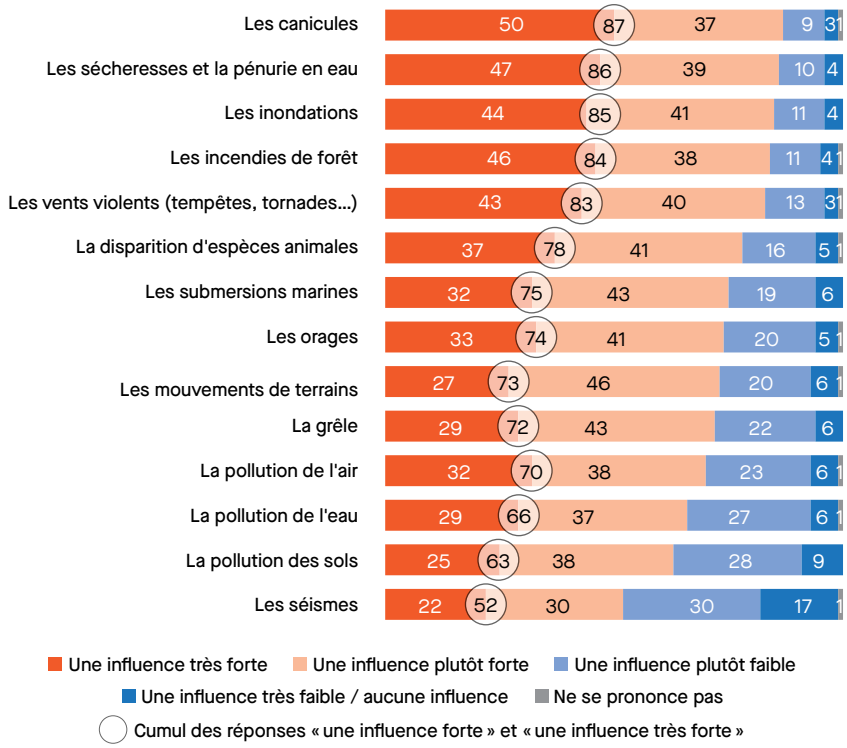
- Le dérèglement climatique, quant à lui, baisse légèrement dans les préoccupations des Girondins (-3 points) ainsi que dans celles des Français (-7 points).

- On observe également, une hausse de préoccupation concernant la pollution de l'eau (+4 points), indiquant une sensibilité croissante à la qualité des ressources locales en eau.

Influence perçue entre dérèglement climatique et phénomènes naturels

Cette thématique fait écho à l'analyse précédente sur les préoccupations générales des Girondins. Elle permet d'observer l'intérêt des Girondins pour le sujet du dérèglement climatique en comparaison avec d'autres sujets environnementaux, en particulier les catastrophes naturelles.

Selon vous, le dérèglement climatique a-t-il une influence forte ou faible sur chacune des choses suivantes ?



En Gironde, plus d'1 habitant sur 2 identifie le dérèglement climatique comme un facteur majeur d'aggravation sur chacun des éléments, en particulier les canicules, les sécheresses, les inondations, les incendies de forêt et les vents violents, à des niveaux relativement similaires à ceux observés en 2024.
À l'opposé, les phénomènes d'origine « géologique » tels que les séismes (52 %) et la pollution des sols (63 %) sont ceux pour lesquels l'influence du dérèglement climatique est la moins associée.
Cette perception du lien entre changement climatique et impacts sur le milieu de vie reflète une appropriation croissante de ces enjeux par la population. Ce bon niveau de connaissance, partagé par la majorité, est analysé dans le chapitre suivant.

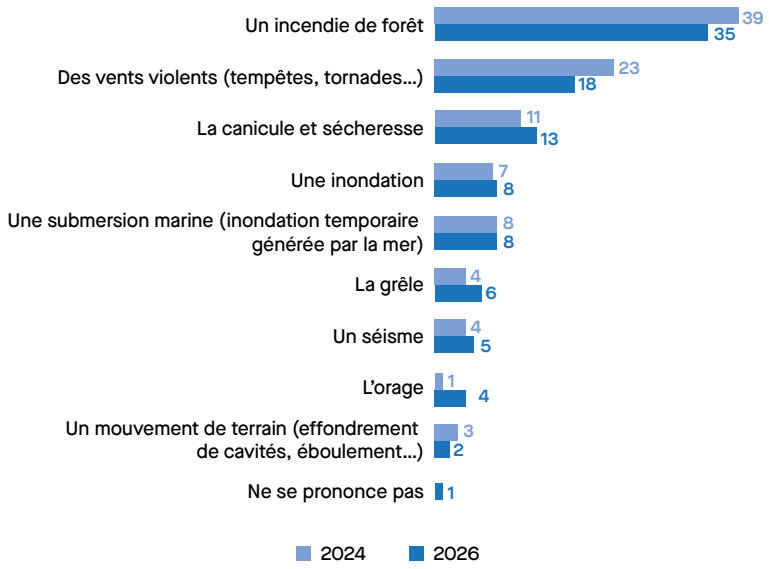
Évolutions entre 2024 et 2026 :

→ Les résultats entre 2024 et 2026 ne montrent pas de changement significatif. On note cependant de légères diminutions pour certaines problématiques côtières et les mouvements de terrain (submersions marines : −5 points, mouvements de terrain : −5 points), ainsi qu'une baisse de la perception de l'influence du changement climatique sur les séismes (−6 points).

Chapitre 2 : connaissance et communication sur les risques en Gironde

Ce chapitre aborde la question de la connaissance, du niveau d'information et des vecteurs de communication des Girondins concernant les risques naturels sur leur territoire.

Parmi les phénomènes naturels suivants, quel est celui qui, selon vous, risque le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en Gironde ?



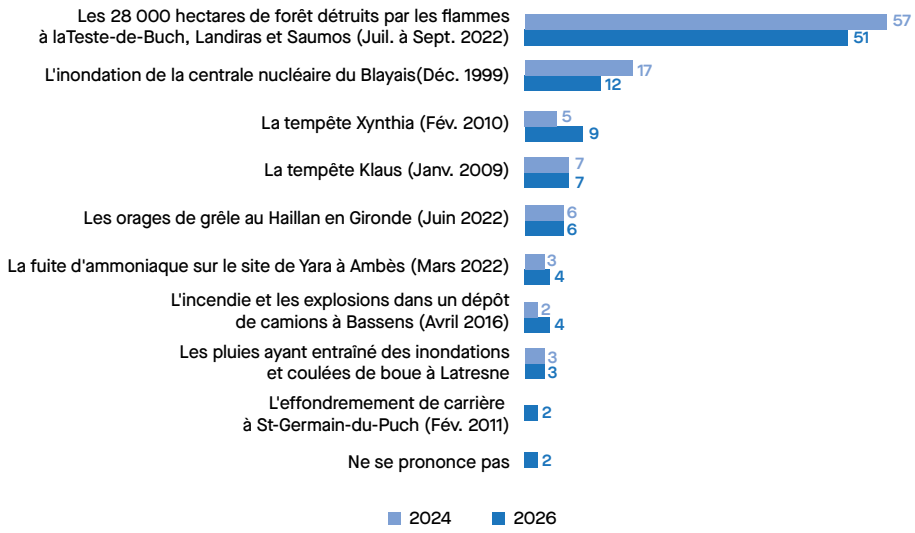
Le risque d'incendie de forêt est le risque naturel jugé le plus dangereux par les habitants de la Gironde (35 %), malgré une légère baisse par rapport à 2024 (-4 points), sans doute liée à un souvenir qui s'éloigne quant aux grands incendies de l'été 2022 à la Teste-de-Buch, Landiras et Saumos.

Même constat pour les vents violents qui apparaissent à nouveau en deuxième position (18 %). Il sera intéressant d'observer, dans le prochain baromètre, si les tempêtes Nils et Pedro (février 2026) ont entrainé des évolutions de perception vis-à-vis de ce risque.

Des distinctions sociodémographiques se dégagent :

- Les Girondins installés depuis **plus de 20 ans** sur le territoire perçoivent les **incendies de forêt** comme particulièrement dangereux, une sensibilité qui s'explique probablement par une **connaissance approfondie des risques locaux** et une mémoire des événements passés.
- **Les personnes âgées** considèrent davantage les **vents violents** comme une menace majeure.
- **Les jeunes,** en revanche, s'inquiètent plus des r**isques d'inondation.**

Parmi les évènements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?



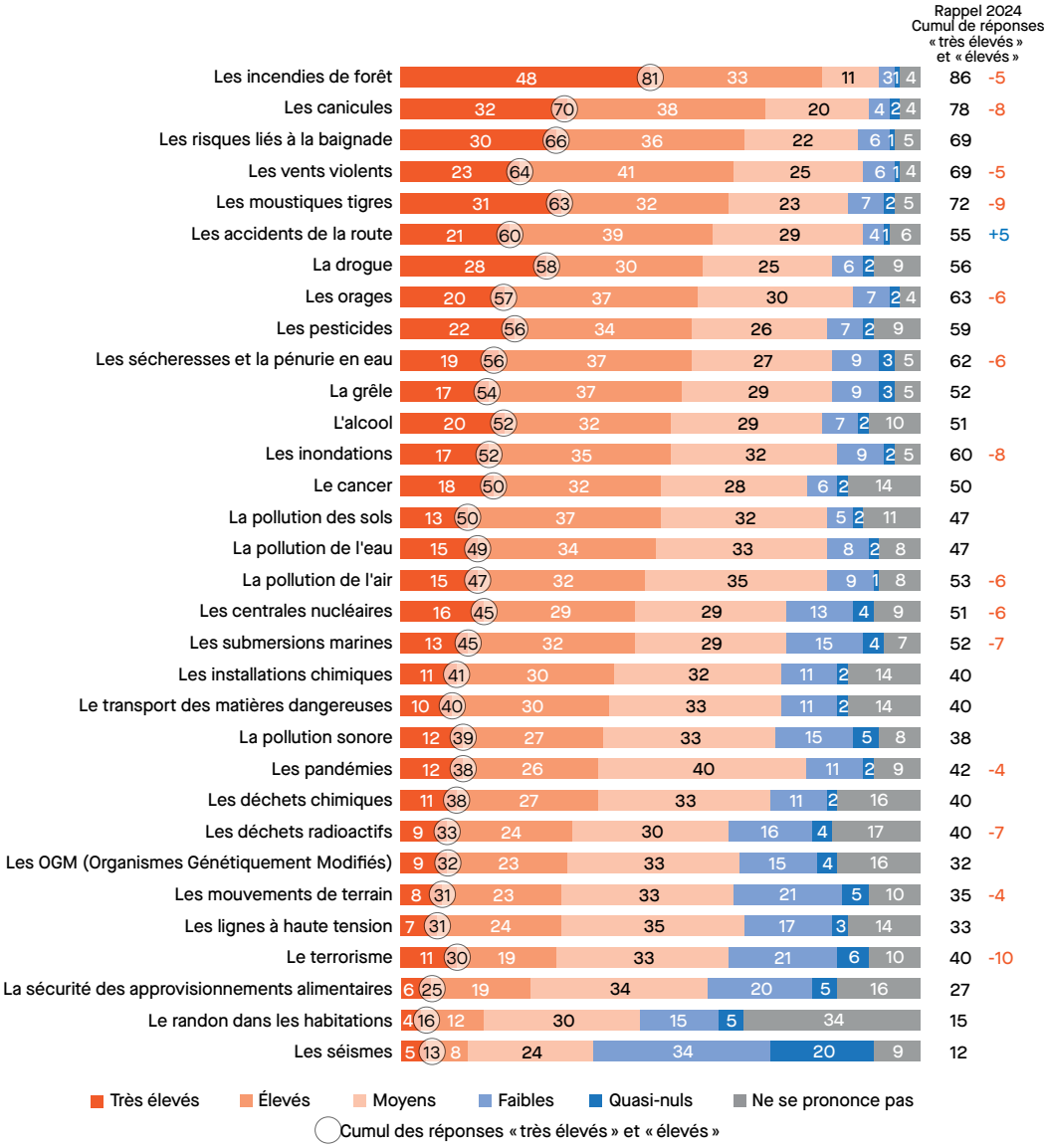
Trois ans après les incendies de l'été 2022, cet événement reste, pour les Girondins, le plus effrayant qu'ait connu le département. Bien que la perception du risque ait légèrement diminué par rapport à 2024 (-6 points), il devance toujours l'inondation de la centrale du Blayais dont les mentions reculent également (-5 points).

À noter : les habitants d'Arcachon et les femmes se montrent particulièrement plus sensibles à l'impact des incendies de 2022.

Une bonne connaissance qui se confirme en 2026

Les Girondins sont interrogés sur le niveau de risque associé à 32 situations et sont invités à les mesurer à partir d'une échelle allant de « quasi nuls » à « très élevés ». Sauf mention contraire, les scores (%) discutés dans l'analyse qui suit correspondent à la part des Girondins considérant une situation comme présentant un niveau de risque « élevé » ou « très élevé ». Ces niveaux de risques « élevés » et « très élevés » se situent au-delà de 50 % des réponses pour 15 risques sur 32.

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques dans le département de la Gironde sont en général... ?



La plupart des risques référencés dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs de la Gironde, qu'ils soient naturels, technologiques ou industriels sont à nouveau identifiés par les Girondins.

Une majorité des Girondins perçoit certains risques naturels comme élevés dans le département de la Gironde (tout particulièrement les incendies de forêts, mais aussi les canicules, les vents violents, les orages, les sécheresses ou les inondations), bien que ce sentiment soit en légère baisse pour l'ensemble de ces éléments depuis 2 ans.

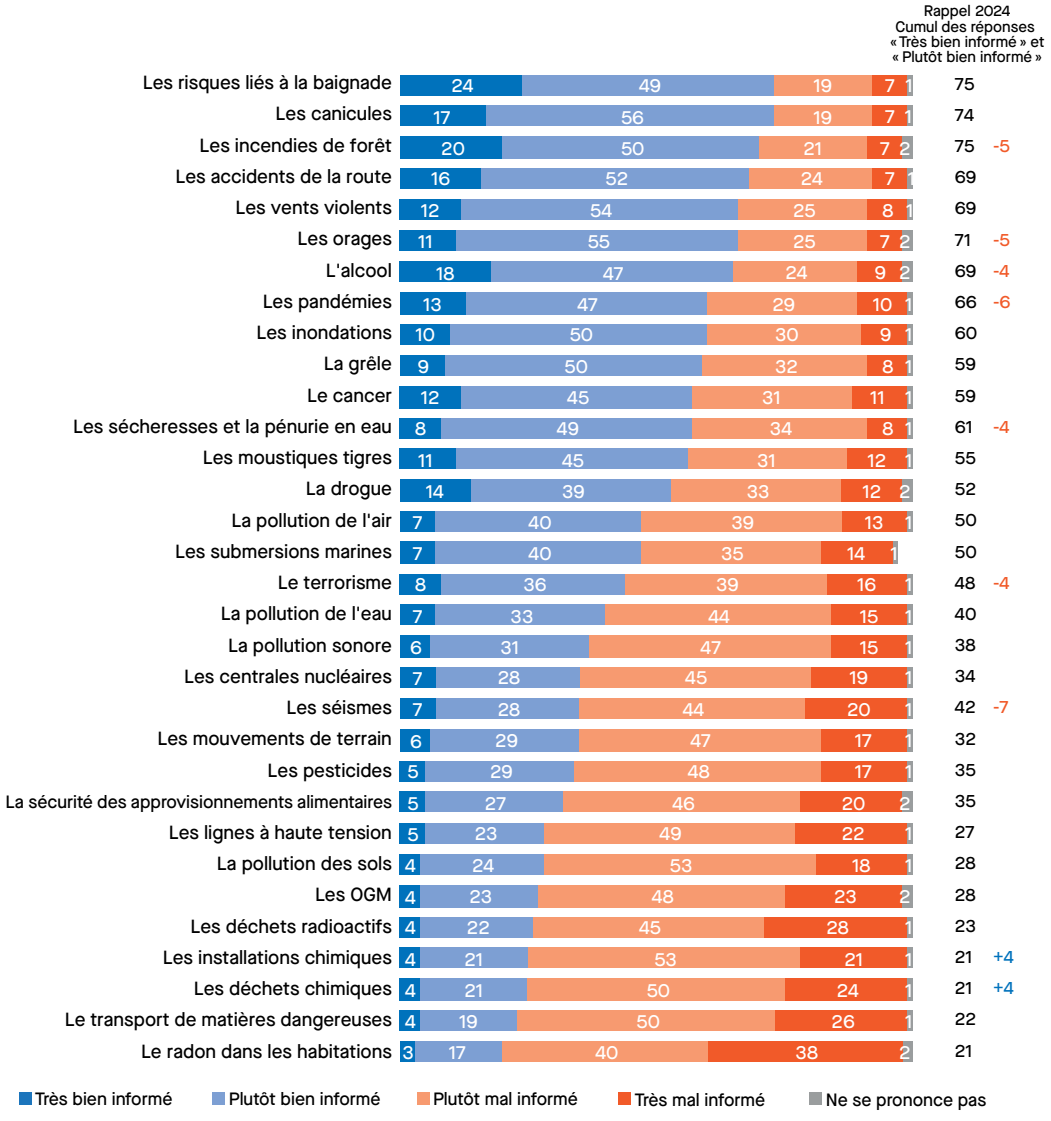
Certains risques continuent d'être perçus comme modérés ou faibles par les Girondins, notamment les séismes et la présence de radon dans les habitations : une préoccupation en forte baisse depuis 2024. Ces risques, moins présents sur le territoire girondin, expliquent en partie cette perception.

Comme en 2024, le niveau de connaissance des risques présents sur le territoire et de leur compréhension est élevé chez les Girondins.

Un sentiment d'information toujours inégal selon les risques

Au regard de cette connaissance, le baromètre mesure le niveau d'information ressenti : faisant référence aux réponses « très bien informé » et « plutôt bien informé » tandis que le sentiment d'être mal informé renvoie aux réponses « très mal informé » et « plutôt mal informé ».

Diriez-vous que vous vous sentez bien ou mal informé(e) concernant les risques associés à chacun des domaines suivants ?

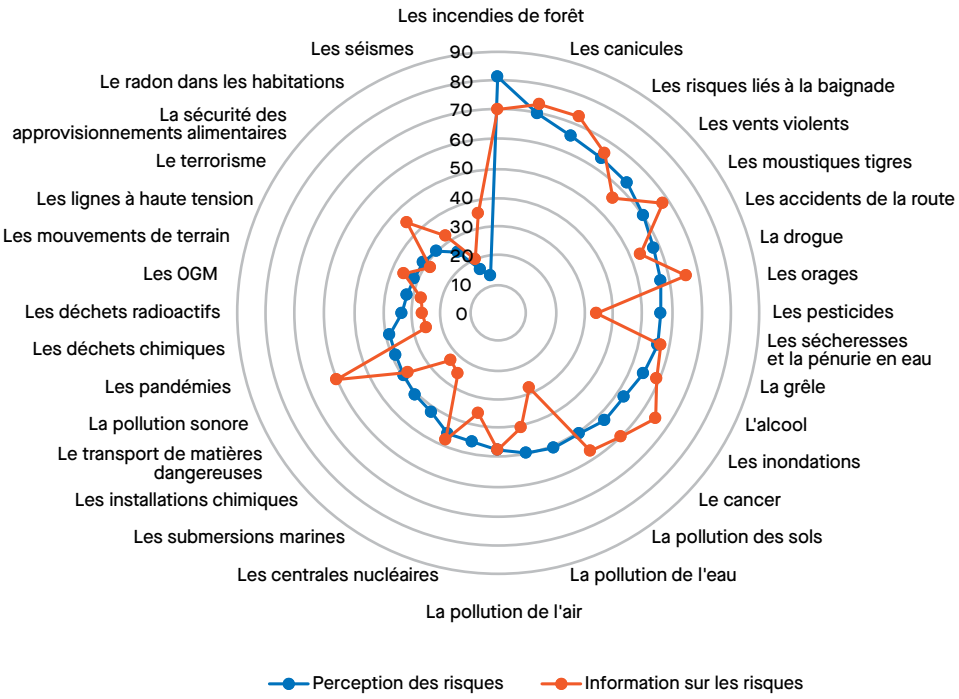


Si le niveau d'information ressenti par les habitants du département reste élevé à propos d'un certain nombre de risques (notamment naturels) et en premier lieu ceux liés à la baignade ou aux canicules, il est en légère baisse concernant les incendies de forêts, les orages ou les sécheresses.

Les Girondins se disent au contraire toujours aussi peu informés vis-à-vis de certains risques industriels comme le transport de matières dangereuses, les déchets radioactifs ou chimiques ainsi que les installations chimiques, malgré une légère hausse pour ces derniers.

Un déficit d'information se manifeste également sur les pesticides, la pollution des sols et les centrales nucléaires.

Lien entre la perception du risque et le niveau d'information ressenti



Lorsque l'on compare le niveau d'information ressenti avec la perception du risque, il ressort certaines corrélations :

- Les risques perçus comme préoccupants sont généralement associés à une bonne information ressentie, à l'exception de ceux liés aux pesticides.
- Les **phénomènes climatiques dominent nettement la représentation des risques** : la population relie fortement ces phénomènes au contexte local et les place comme menaces majeures montrant que l'expérience augmente la perception des habitants vis-à-vis de ces derniers.
- Toutefois, certains **risques à fort impact** (comme les risques sanitaires liés à la pollution de l'eau ou des sols, ou encore les risques technologiques liés à la chimie et au nucléaire) restent moins perçus et révèlent des signes de sous-information, à l'exception des pandémies, qui semblent bénéficier d'un bon niveau d'information ressenti.

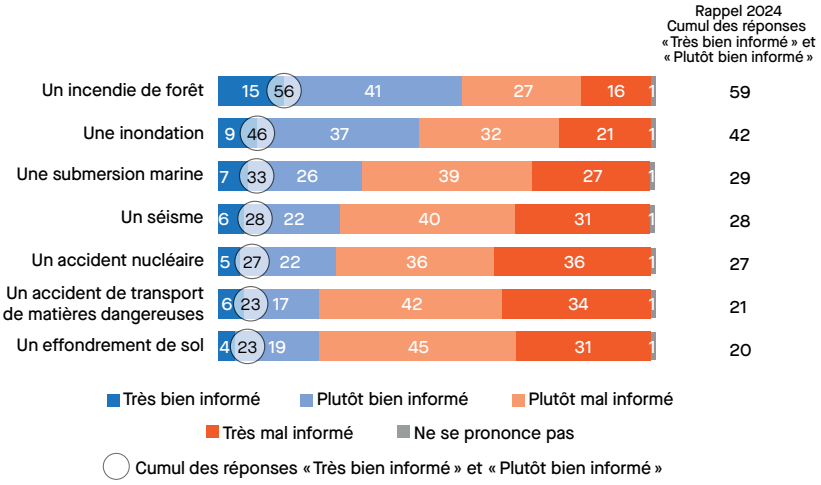
Évolutions entre 2024 et 2026 :

La courbe de 2026 suit globalement la tendance 2024 avec quelques variations locales (Cf. Annexe 2). Le sentiment d'être bien informé en 2026 montre des fluctuations, parfois en baisse sur des sujets spécifiques (certains risques technologiques ou émergents), parfois en hausse sur d'autres (notamment risques climatiques et hydriques).

Information et alerte : une vigilance à renforcer sur les mesures de protection

Le baromètre mesure la connaissance des Girondins sur les mesures de protection en cas de catastrophe et sur leur niveau d'information ressenti quant aux situations d'urgence.

De manière générale, vous sentez-vous bien ou mal informé(e) sur les mesures d'urgence que chaque personne devrait mettre en place pour se protéger au cas où chacun des types de catastrophes suivants survenait près de chez elle ?

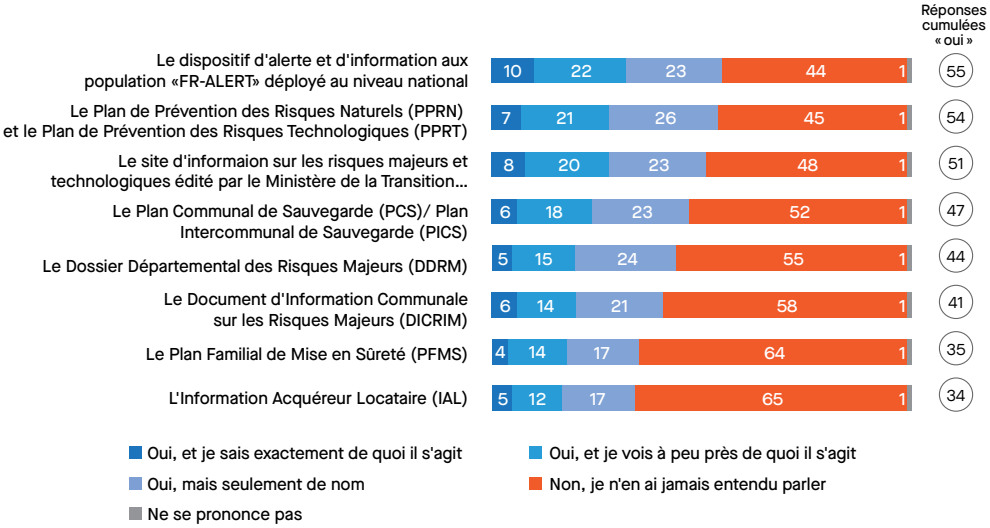


Le sentiment d'être informé sur les mesures d'urgence évolue légèrement, notamment pour les incendies de forêt (56 %, -3) et les inondations (46 %, +4). Même si le niveau d'information sur les gestes à adopter en cas de submersion marine (33 %, +4) est en légère hausse, il reste cependant faible.

De plus, les Girondins sont une majorité à s'estimer mal informés sur les mesures d'urgence à mettre en place au niveau individuel pour se protéger des catastrophes, telles que les accidents de transport de matières dangereuses (23 %, +2) et les effondrements de sol (23 %, +3).

Au regard des caractéristiques sociodémographiques : les hommes, et les personnes de moins de 35 ans, déclarent se sentir mieux informés que la moyenne sur les mesures d'urgence à mettre en place pour se protéger de la plupart de ces catastrophes.

Connaissez-vous chacun des dispositifs suivants ?

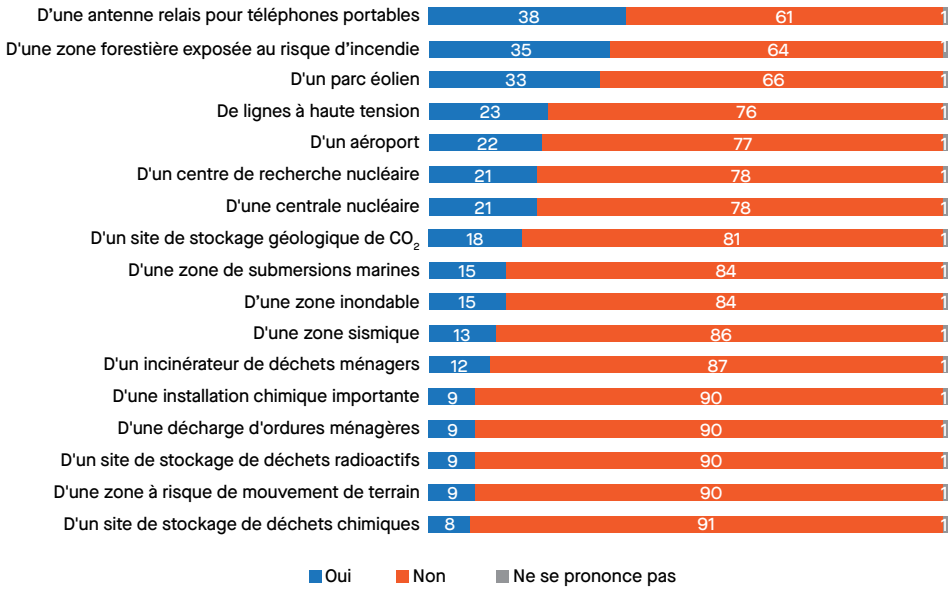


Les Girondins affichent une faible connaissance des différents dispositifs de prévention et d'alerte des risques. Si une courte majorité déclare, comme en 2024, avoir déjà entendu parler de « FR-ALERT » (55 %, -3) du Plan de prévention des risques naturels (PPN) et du Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) (54 %, -4) ou du site www.georisques.gouv.fr, peu affirment savoir précisément de quoi il s'agit.

Les Girondins et leur rapport à l'exposition de leur logement aux risques a-t-il évolué ?

Le baromètre mesure l'acceptabilité déclarée de vivre près d'installations industrielles, d'infrastructures et de se sentir exposé aux risques naturels au regard de l'emplacement de son logement.

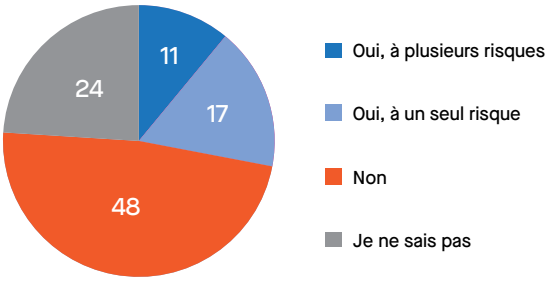
Accepteriez-vous de vivre près... ?



Globalement, seul 1/3 des Girondins déclare être prêt à vivre près d'une antenne relais (38 %), d'une zone forestière exposée au risque d'incendie (35 %) ou d'un parc éolien (33 %). Les autres scénarios sont davantage rejetés et notamment le fait de vivre près d'un site de stockage de déchets chimiques ou radioactifs (9 %). Dans l'ensemble, les niveaux d'acceptation sont similaires à ceux mesurés en 2024.

De manière générale, les hommes et les moins de 35 ans se déclarent davantage que la moyenne « prêts à vivre » près de la plupart de ces lieux ou installations.

À votre connaissance, votre logement est-il exposé à un ou des risques naturels ou technologiques (industriels, nucléaires...) ?

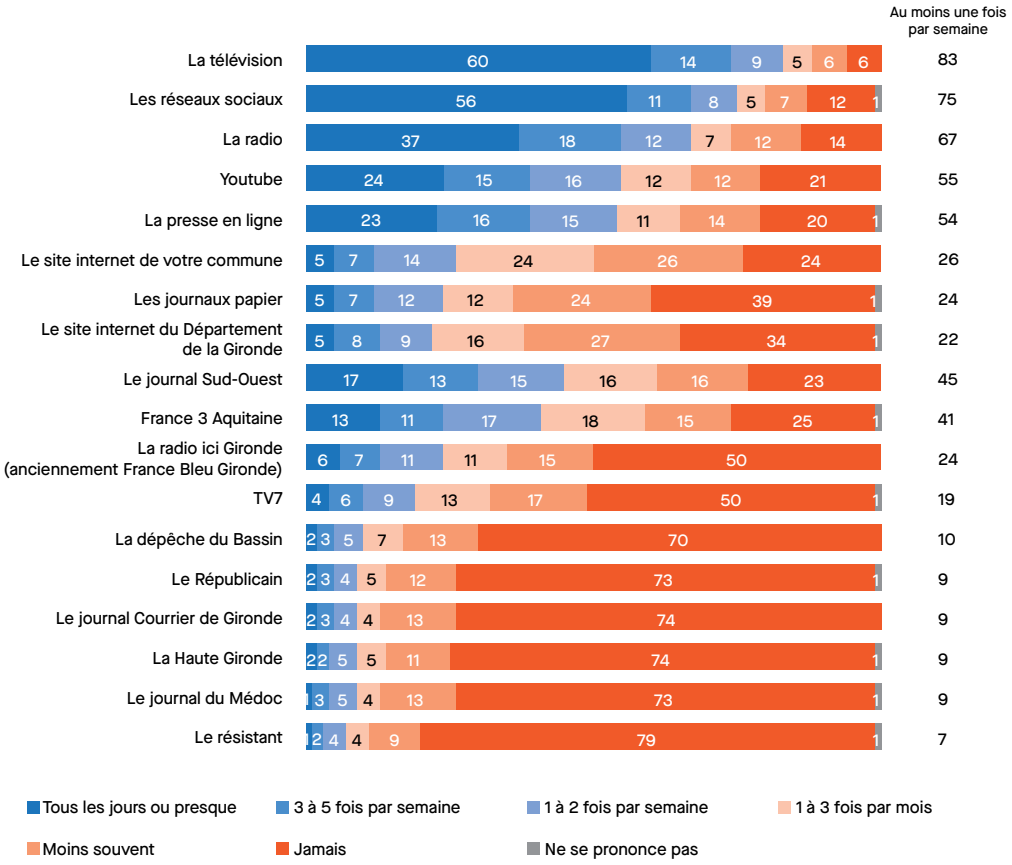


Près de la moitié des Girondins interrogés ne se sentent pas exposés personnellement aux risques majeurs et 1/4 se montrent indécis sur la question.

Cependant, un peu plus d'1/3 des Girondins estiment que leur logement est exposé à au moins un risque naturel ou technologique et 11 % identifient même plusieurs risques éventuels. Ces inquiétudes concernent principalement les moins de 35 ans (37 % « oui ») et les habitants du territoire de Lesparre Médoc (46 % « oui »). Ce sentiment reste stable par rapport à 2024.

Où les Girondins s'informent-ils sur les risques ?

À quelle fréquence consultez-vous chacun des médias suivants pour vous informer sur l'actualité ?



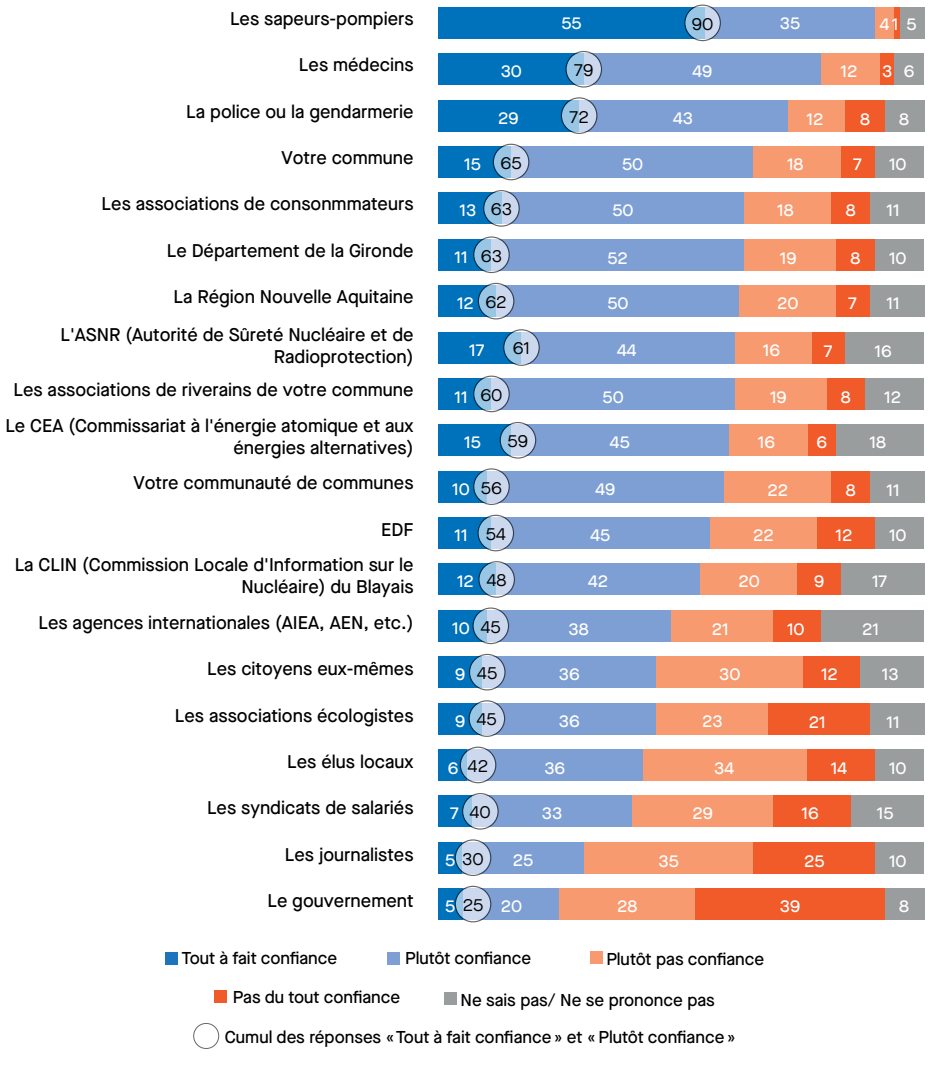
Comme en 2024, la télévision, les réseaux sociaux et la radio sont les médias les plus régulièrement consultés par les Girondins pour s'informer sur l'actualité : plus de 2/3 déclarent les consulter au moins une fois par semaine.
Parmi les médias locaux, le journal Sud-Ouest et la chaine de télévision France 3 Aquitaine (qui perd 6 % de consultation par rapport à 2024) s'imposent comme les supports les plus consultés par les habitants du département, devant la station de radio « Ici Gironde ». Les résultats ont peu évolué depuis 2 ans mais restent essentiels pour orienter le choix des canaux de communication à destination de la population.

Chapitre 3 : engagement des Girondins dans les risques et confiance dans les institutions publiques

Dans ce chapitre, le baromètre interroge la confiance que les Girondins accordent aux institutions de leur territoire en charge de la gestion des risques, qu'elles soient politiques, publiques ou sociales, ainsi que la mobilisation individuelle pour la connaissance ou dans des actions de sauvegarde.

Une confiance citoyenne qui se stabilise dans le temps

Dans le domaine de la prévention et de la gestion des risques naturels et industriels, avez-vous confiance ou non en chacun des intervenants et organismes suivants ?



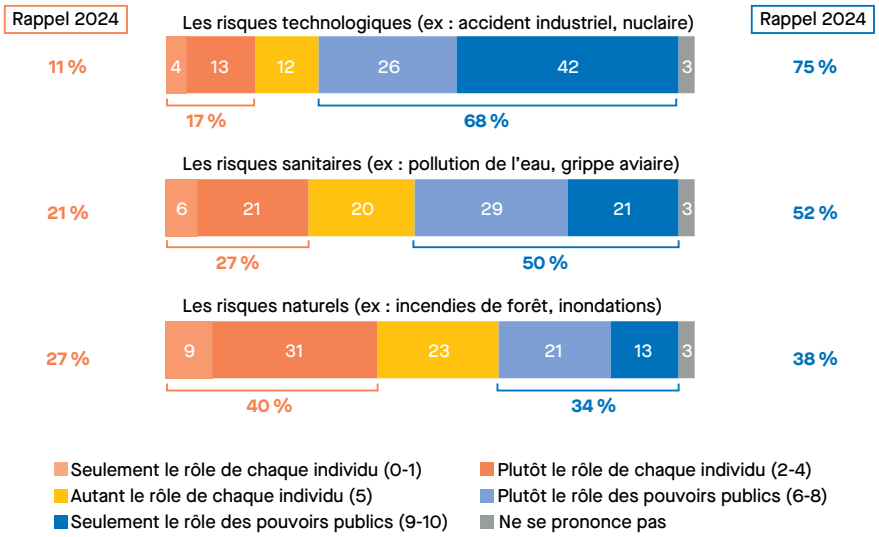
Pour prévenir les risques naturels et industriels et protéger les populations du département, les Girondins accordent à nouveau leur confiance aux professionnels de la sécurité et des soins (pompiers : 90 %, - 4 pts ; médecins : 79 %, -1 ; police et gendarmerie : 72 %, -2).

Si le département de la Gironde continue de bénéficier de la confiance d'une large majorité de ses habitants (63 %, en baisse de 2 points par rapport à 2024), à l'instar de la commune (63 %, stable) et de la Région Nouvelle-Aquitaine (62 %, -3 points), les élus locaux (42 %, -5), les journalistes (30 %, -1) et le gouvernement (25 %, -6), en revanche, suscitent une défiance croissante.

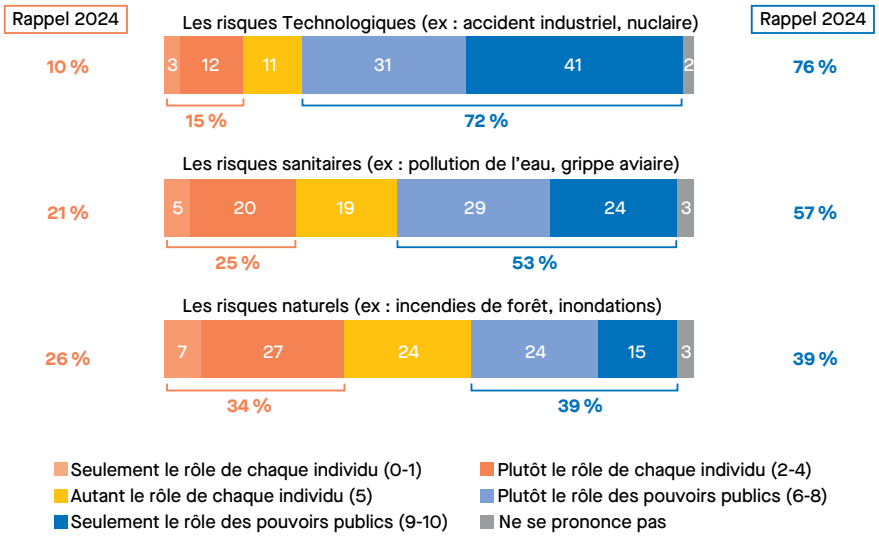
Responsabilité individuelle : une prise de conscience en hausse par rapport à 2024

Selon vous, est-ce plutôt le rôle des individus ou plutôt celui des pouvoirs publics d'assurer la prévention/protection des risques, dans chacun des domaines suivants ?

La prévention des risques



La protection des risques



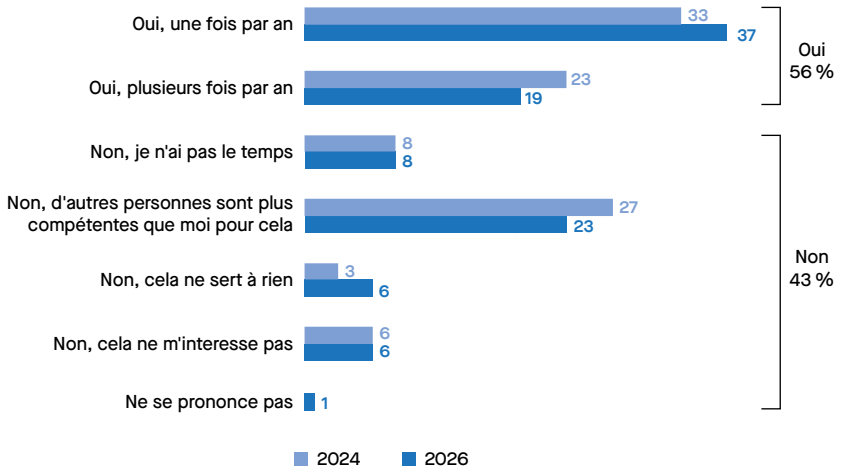
Depuis le baromètre de 2024, on observe une confirmation de la hausse de la responsabilité individuelle en matière de prévention et de protection face aux risques, par rapport à la seule responsabilité des pouvoirs publics. Cette tendance est particulièrement marquée pour les risques naturels, avec une progression respective de +13 pour la prévention et +8 points pour la protection. Malgré un mouvement similaire concernant les risques sanitaires et technologiques (+6 et +4 points), une majorité des habitants estime toujours que c'est plutôt le rôle des pouvoirs publics de prévenir et de protéger que celui des individus.

Ce constat, révèle que les Girondins sont de plus en plus nombreux à estimer qu'ils ont un rôle actif à jouer pour se prémunir contre les risques naturels, sanitaires ou technologiques.

Si les pouvoirs publics conservent un rôle central dans l'élaboration et la mise en œuvre des réglementations et de la gestion collective des risques, cette évolution témoigne d'une société girondine plus consciente de son implication à se prémunir et à adopter les bons gestes. Un équilibre reste donc à trouver entre initiative individuelle et protection collective, d'autant que plus le citoyen se sent responsable, plus il s'informera et s'engagera activement dans sa propre protection lors des crises.

Mobilisation pour la sauvegarde : un engagement constant et des pistes à explorer

Seriez-vous prêt(e) à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur la gestion d'une installation à risque à proximité de chez vous ?



Concernant les espaces d'échanges susceptibles de véhiculer de la connaissance, les résultats montrent qu'un peu plus de la moitié des Girondins (56 %) se dit prête à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur la gestion d'une installation à risque près de chez eux. Cette proportion est similaire à celle mesurée il y a 2 ans.

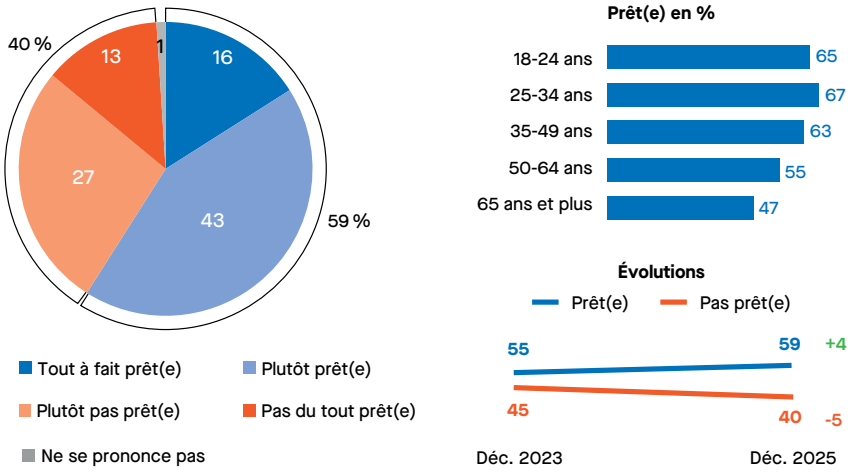
Pourtant, cette dynamique participative ne va pas de soi : **43 % des Girondins déclarent ne pas se sentir prêts à prendre part à ce type de réunions**. Le principal obstacle reste le **sentiment d'incompétence** : beaucoup estiment que ces sujets,

perçus comme trop techniques ou complexes, relèvent avant tout d'experts ou des institutions. Cette **délégation de compétence perçue** (« ce n'est pas mon rôle » ou « je n'ai pas les connaissances nécessaires ») freine l'implication, surtout chez les publics les moins familiarisés avec les enjeux de gestion des risques.

D'autres facteurs entrent en jeu : les femmes et les plus de 50 ans s'engagent moins que les hommes ou les plus jeunes, souvent par méconnaissance des dispositifs, par manque de confiance en leur légitimité à s'exprimer ou en raison de barrières pratiques (horaires, accessibilité, etc.).

Ces constats soulignent un double défi : **démocratiser l'accès à l'information** pour rendre les sujets moins intimidants et **adapter les formats de participation** pour que chacun puisse trouver sa place dans le débat public.

La réserve citoyenne communale et intercommunale de sécurité civile est un groupe de volontaires bénévoles disposés à apporter leur aide, mobilisables par la mairie et pouvant intervenir en cas d'événement majeur affectant la population locale, comme un incendie de forêt, une inondation, etc. (accueil des sinistrés, ravitaillement, remise en état des logements…). Vous personnellement, seriez-vous prêt(e) ou non à intégrer cette réserve citoyenne au sein de votre commune ?



Concernant la mobilisation des individus dans la chaîne de sauvegarde, près de 6 habitants du département sur 10 (59 %), déclarent qu'ils seraient prêts à intégrer la réserve citoyenne communale et intercommunale de sécurité civile. Un chiffre en légère hausse depuis 2 ans (+ 4 points).

Malgré cette intention d'engagement, 40 % des personnes interrogées (−5 points) déclarent ne pas être prêtes à consacrer du temps à une réserve citoyenne, contre seulement 16 % qui s'y sentent tout à fait disposés.

Chapitre 4 : les stratégies d'adaptation développées par les Girondins en 2026

Le baromètre Girondin sur la perception des risques majeurs intègre une analyse psychosociale. Elle s'appuie sur deux grandes stratégies d'adaptation, permettant de mieux comprendre comment les Girondins font face au stress causé par les risques (Cf. annexe 1) :

1. La stratégie centrée sur le problème

(ou stratégie de confrontation)

Elle consiste à agir directement sur la source du stress en mettant en place des actions concrètes pour prévenir, atténuer ou gérer le risque (ex : préparation aux catastrophes, plans d'urgence, mesures de protection).

2. La stratégie centrée sur l'émotion

(ou stratégie d'évitement)

Elle vise à réguler les réactions émotionnelles liées aux risques, par exemple en recherchant du soutien social, ou en adoptant des mécanismes d'évitement ou de fuite pour préserver un équilibre psychologique liée à la situation.

1. Les stratégies d'adaptation selon les tendances sociodémographiques

Concernant le Genre

Tendance déjà observée en 2024 : les femmes se tournent davantage que les hommes vers des stratégies d'adaptation centrées sur la gestion du problème. De plus :

- elles s'engagent davantage dans les réserves citoyennes,
- elles perçoivent plus fortement l'exposition du département aux risques et sont plus impactées par le changement climatique,
- en revanche, elles se sentent moins bien informées sur les dispositifs et mesures de protection à mettre en place.

À l'inverse, les hommes ont davantage recours à des stratégies d'adaptation émotionnelle ou stratégie d'évitement.

En 2026, on observe que les hommes expriment une confiance plus forte que les femmes envers les intervenants et organismes responsables de la gestion des crises.

Concernant l'âge

La tendance observée en 2024 se maintient : les individus plus âgées (plus de 50 ans) déclarent moins bien connaître les mesures et dispositifs de protection à mettre en place en cas de crise.

En 2026 : les jeunes (moins de 35 ans) se distinguent par une plus grande propension à s'engager dans une réserve citoyenne et par un sentiment accru de responsabilité face aux risques. Ils affichent également une confiance marquée envers les autorités en charge de la gestion des risques.

Cette catégorie d'âge présente également une gestion du stress liée aux risques majeurs reposant significativement sur les deux stratégies d'adaptation :

- afin d'atténuer rapidement leur anxiété vis-à-vis du risque, certains adoptent des stratégies centrées sur les émotions, comme la recherche de soutien social,
- pour ceux, disposant d'une bonne connaissance du risque, ils privilégient une stratégie axée sur la résolution de problème.

Les jeunes alternent ainsi entre ces deux stratégies en fonction des risques rencontrés, des ressources disponibles, de leur expérience ainsi que de leur disponibilité émotionnelle au moment de l'événement.

À l'inverse, les répondants âgés de plus de 50 ans, privilégient davantage les stratégies centrées sur la résolution du problème (confrontation du problème) et en conséquence, recourent moins souvent à des mécanismes d'évitement ou à la recherche de soutien social pour faire face aux risques.

Concernant le lieu et la durée d'habitation sur le territoire de la Gironde

En 2024, aucune tendance significative n'a été observée concernant le lieu et la durée d'habitation en Gironde. **Cependant, des évolutions apparaissent en 2026 :**

- plus l'installation sur le territoire est récente, plus les habitants déclarent connaître les mesures et dispositifs de protection.
- plus la durée d'habitation est longue sur le territoire de la Gironde, plus les stratégies adoptées privilégient la stratégie de confrontation face aux risques.

Concernant le changement climatique, trois arrondissements se distinguent parmi les cinq arrondissements de la Gironde :

- **les habitants de Libourne** et de **Bordeaux** ont une perception significativement plus accrue de l'impact du changement climatique sur le territoire que les habitants de l'arrondissement de **Lesparre-Médoc.**

Concernant les profils de personnes « vulnérables »

Les données de 2026 révèlent des différences marquées par rapport à 2024 :

- les habitants des HLM adoptent davantage des stratégies centrées sur l'émotion que ce soit par l'évitement ou par la recherche de soutien social, comparativement à ceux vivant hors HLM.
- les personnes plus précaires (CSP-) privilégient également des stratégies centrées sur l'émotion, comparativement aux autres catégories socioprofessionnelles.

2. Les stratégies d'adaptation selon les facteurs étudiés

Concernant l'exposition des risques présents sur le territoire de la Gironde

Comme en 2024, plus les Girondins s'estiment exposés aux risques présents sur le département, plus ils tendent à adopter des stratégies d'adaptation centrées sur le problème (coping actif).

En 2026, il apparait que moins les Girondins s'estiment informés sur les risques du département, moins ils perçoivent leur exposition. En conséquence, ils mettent moins en œuvre des stratégies d'adaptation, que ce soit en cherchant à réguler leurs émotions (stratégie d'évitement) ou en faisant une réévaluation cognitive (stratégie de confrontation).

Concernant l'influence du changement climatique sur les risques majeurs

Tendances déjà observées en 2024, plus les répondants perçoivent l'influence du changement climatique sur les risques, plus ils tendent à adopter des stratégies d'adaptation face à la gestion du problème (risques). À l'inverse, moins ils perçoivent cette influence, plus ils privilégient des stratégies centrées sur l'émotion, comme l'évitement pour y faire face.

Concernant la connaissance des risques majeurs

Comme en 2024, plus les répondants estiment avoir des connaissances sur les risques majeurs, plus ils mettent en place des stratégies centrées sur la gestion du problème.

Concernant les mesures de protection face aux risques majeurs

Les résultats déjà observés en 2024 se confirment en 2026 :

- lorsque les répondants se disent moins connaître les mesures de protection à appliquer, ils perçoivent les risques comme plus élevés,
- les participants s'estimant moins informés sur les dispositifs et les comportements de protection à mettre en place, se tournent très peu vers des stratégies d'adaptation centrées sur le problème,
- inversement, plus ils possèdent de connaissances sur les dispositifs de protection, plus ils mettent en place des stratégies de confrontation (centrées sur la gestion du problème).

Concernant la confiance envers les institutions pour gérer les risques majeurs

Comme en 2024, les participants qui ont le moins confiance dans les institutions, perçoivent davantage les risques comme élevés et considèrent être moins informés.

En 2026, il apparait que les Girondins qui ont une confiance élevée envers les institutions, adoptent davantage des stratégies centrées sur l'émotion par la recherche de soutien social pour faire face aux risques majeurs.

A contrario, moins ils ont confiance, plus ils se dirigent vers une stratégie centrée sur l'évitement pour y faire face.

Concernant le niveau d'implication individuelle aux risques majeurs

Tendances déjà observées en 2024 :

- lorsque les Girondins considèrent que la gestion des risques relève uniquement de la responsabilité des pouvoirs publics, ils adoptent davantage des stratégies centrées sur l'émotion,
- les répondants qui se disent connaître les mesures de protection estiment davantage que leur protection relève du rôle des pouvoirs publics.

En 2026, les Girondins se sentent davantage responsables et impliqués face aux risques majeurs par rapport à 2024. Leur confiance envers les institutions chargées de leur protection s'est renforcée, et ils adoptent aujourd'hui davantage une stratégie de confrontation.

Concernant l'engagement citoyen face aux risques majeurs

La tendance observée en 2024 se confirme : les participants disposant d'une intention de s'informer (en consacrant du temps à la recherche d'informations et à la participation aux concertations sur la gestion de crise), sont davantage disposés à s'engager concrètement (par exemple, en rejoignant une réserve citoyenne).

En 2026, on observe une nette augmentation de la responsabilité individuelle face aux risque : les répondants qui se sentent prêts à s'engager (intégrer une réserve citoyenne) mettent davantage en place des stratégies centrées sur la gestion du problème et sur la recherche de soutien social.

En résumé le tableau ci-dessous présente les principales tendances des stratégies d'adaptation des Girondins face aux risques majeurs :

Profil	Âge	Genre	Précarité	Sentiment d'être informé	Mémoire des événements	Stratégie d'adaptation utilisée
« Préparé »	Plutôt les 35 ans et +	Plutôt les Femmes	Plutôt les CSP +	Elevé	Active	Confrontation
« Moins préparé »	Plutôt les 18-35 ans	Plutôt les Hommes	Plutôt les CSP -	Faible	Oubli ou minimisation	Emotion ou absence de stratégie (détaché ou passif)

Zoom : la perception des risques technologiques et industriels

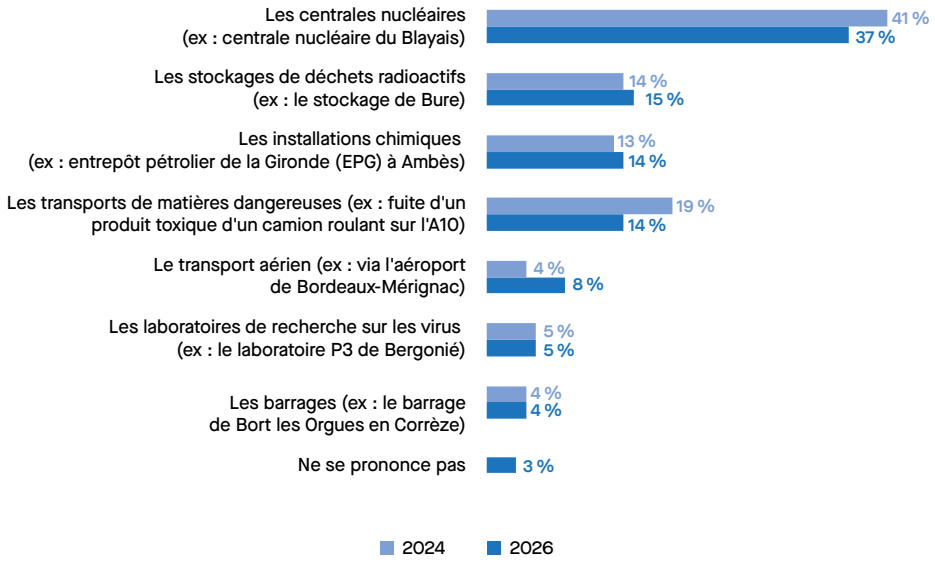
En parallèle du baromètre national de l'ASNR, le baromètre girondin propose une analyse de la perception des risques technologique et nucléaire.

De plus, une étude menée en 2025 par la Commission locale d'information nucléaire (CLIN) (Cf. gironde.fr/clin) de la centrale du Blayais valorise les résultats de perception de la population ciblée sur la zone du PPI. Les habitants d'une centrale nucléaire sont concernés par des plans d'urgence spécifiques appelés Plans Particuliers d'Intervention (PPI).

Près de la moitié (52 %) des répondants ne considère pas le risque nucléaire comme un problème majeur mais n'y est pas indifférent (73 %). Malgré une bonne maîtrise des consignes de prévention et de sécurité, les habitants du PPI se disent manquer d'informations sur le sujet. La proximité de leur logement avec la centrale nucléaire du Blayais accentue un sentiment de vulnérabilité et d'intérêt pour l'information.

Les résultats de cette étude sont disponibles à la CLIN.

Parmi les activités industrielles ou technologiques suivantes, quelle est celle qui, selon vous, risque le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en Gironde ?

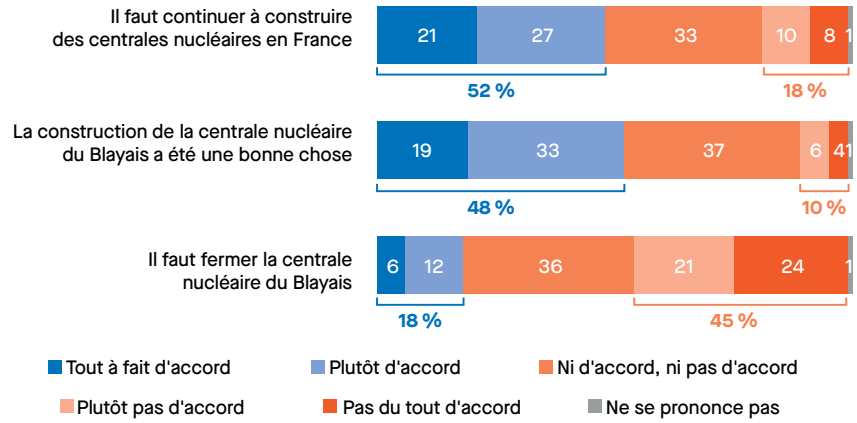


Si on s'intéresse aux risques technologiques et industriels, les centrales nucléaires restent perçues comme l'activité qui risque le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe dans le département (37 %), même si ce résultat est en légère baisse par rapport à 2024 (- 4 points). Cette crainte est particulièrement marquée chez les répondants de 35 ans et plus (41 %), ainsi que chez les personnes installées en Gironde depuis plus de vingt ans (42 %). À noter, qu'il n'y a pas de différence de perception sur ce risque entre les différents arrondissements du département.

Le stockage de déchets radioactifs (15 %, +1), le transport de matières dangereuses (14 %, - 5) et les installations chimiques (14 %, +1) sont une nouvelle fois moins cités, et sont également identifiés comme les domaines pour lesquels les Girondins manquent le plus d'information.

Une majorité de Girondins favorables à la centrale nucléaire du Blayais

Voici un certain nombre de propositions relatives à l'énergie nucléaire. Pour chaque proposition, veuillez indiquer selon l'échelle suivante si vous êtes d'accord ou non.



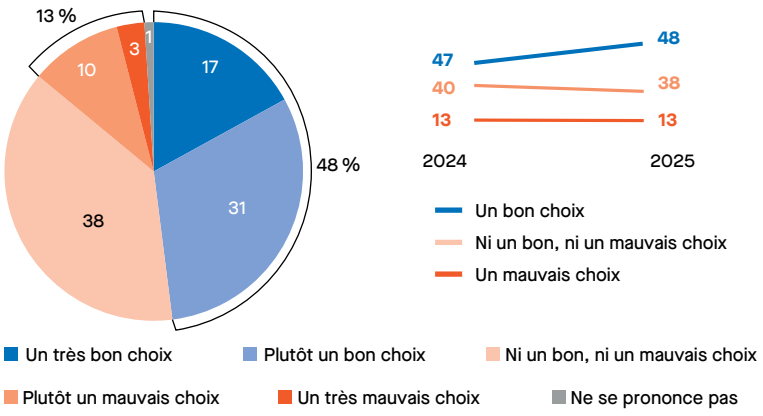
Près de la moitié des Girondins adopte à nouveau une opinion plutôt positive concernant la centrale nucléaire de Blaye :

- En dépit de l'inquiétude perçue par 1/3 de la population, 52 % estiment la construction de la centrale nucléaire du Blayais comme une bonne chose dont 70 % sont des hommes âgés de 65 ans et plus.
- Moins d'1 personne sur 5 considère qu'il faudrait fermer la centrale (18 %).
- Près de la moitié de la population estime plus généralement qu'il faut continuer à construire des centrales nucléaires en France (48 %). A contrario, 18 % (-2 points par rapport à 2024) sont pour cette fermeture dont 30 % font partie des moins de 35 ans.

Toutefois comme en 2024, les scores révèlent une part d'incertitude parmi les répondants car 35 % d'entre eux n'arrivent pas à se positionner sur le sujet, se trouvant dans une forme d'indécision.

Une indécision toujours présente concernant la question sur le nucléaire

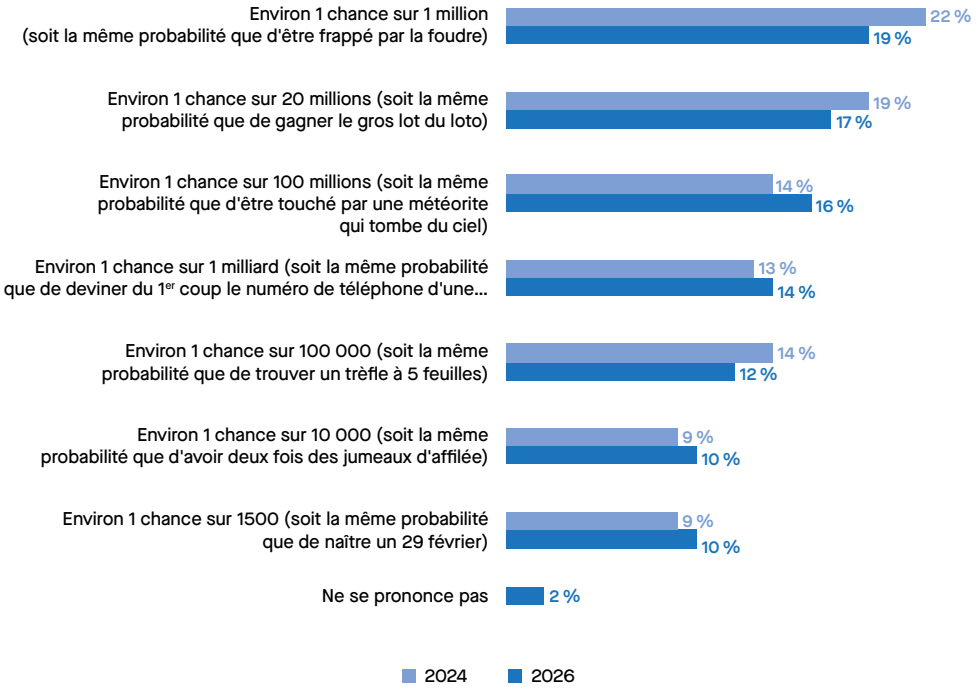
Selon ce que vous savez, pensez-vous que le choix de prolonger la durée d'exploitation de la centrale nucléaire du Blayais constitue... ?



Le choix de prolonger la durée d'exploitation de la centrale du Blayais est considéré comme une bonne décision par près de la moitié des habitants du département (notamment pour 65 % des hommes), même si 13 % pensent le contraire. Une opinion qui reste stable depuis 2 ans.

A nouveau, une part non négligeable de Girondins (38 % dont 52 % sont des femmes) ne parvient pas à se positionner sur cette question.

Selon vous, en utilisant l'échelle suivante, quelle est la probabilité qu'un accident nucléaire de la même ampleur que celui de Fukushima se produise au sein de la centrale du Blayais ?

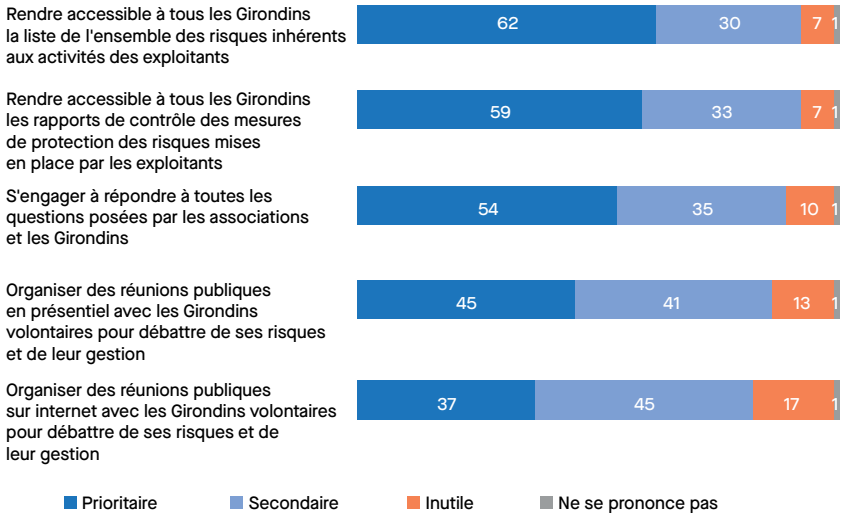


Les Girondins sont toujours aussi partagés sur la probabilité qu'un accident de la même ampleur que celui de Fukushima ait lieu au sein de la centrale du Blayais, 1 chance sur 1 million restant la probabilité la plus citée.

En réalité, il y a une chance sur 100 000 qu'un accident de ce type se produise en une année d'activité pour un réacteur nucléaire.

Besoin de transparence de la part des exploitants industriels

Voici des mesures que pourraient prendre les exploitants industriels (chimiques, nucléaires, réseaux télécoms…) pour communiquer sur les risques associés à leurs installations et leur fonctionnement. Pour chacune de ces mesures et indépendamment les unes des autres, diriez-vous qu'elle vous paraît prioritaire, secondaire, ou inutile à mettre en place ?



Les habitants du département insistent à nouveau sur leur attente d'un certain niveau de transparence de la part des exploitants industriels : environ 6 Girondins sur 10 jugent prioritaire de rendre accessible à l'ensemble des habitants la liste des risques associés à leurs activités et les rapports de contrôle des mesures de protection. L'organisation de réunions publiques pour débattre du sujet reste quant à elle plus secondaire.

Conclusion

Ce deuxième baromètre permet de suivre l'évolution des perceptions des Girondins concernant les risques majeurs, dans un contexte marqué par l'intensification du changement climatique et la multiplication des événements sur le territoire. Cet outil, par sa construction méthodologique, offre des interprétations représentatives de la population et revêt des intérêts multiples car c'est une source d'informations pour :

- les analyses politiques,
- l'amélioration des pratiques en gestion des risques,
- l'analyse scientifique pour approfondir les connaissances,
- la prise de conscience individuelle et collective.

Par ailleurs, le baromètre 2026 révèle à quel point les événements majeurs vécus influencent directement les perceptions et les stratégies d'adaptation mises en place. Les connaissances scientifiques et les résultats du baromètre convergent donc vers un même constat : la résilience collective repose sur la capacité de chaque individu à adopter un comportement « adapté ». Deux profils se dégagent alors : le profil « espéré » et le profil « moins préparé ».

Le profil « espéré » de l'individu reposerait sur les caractéristiques suivantes :

- s'informe activement sur les risques,
- perçoit le changement climatique dans sa globalité,
- fait confiance aux institutions en charge de la gestion des risques,
- se sent responsable face aux risques présents sur le Département,
- s'implique dans la chaîne de sauvegarde (réserves citoyennes, réunions publiques),
- privilégie les stratégies de confrontation et d'adaptation centrées sur le problème (ex : préparation de kits d'urgence, formation aux gestes de secours, etc.) afin de déployer des capacités de relèvement, de croissance post-traumatique et de résilience individuelle et collective.

À l'inverse, les profils les « moins préparés », plus vulnérables, se distinguent par :

- la minimisation des risques,
- un manque d'information ou une information erronée,
- une méfiance envers les institutions,
- un sentiment d'impuissance (« se sentir dépassé ») face à l'événement,
- une absence d'implication sur ces questions,
- une absence de coping ou du recours exclusif à des stratégies d'évitement.

En Gironde, les personnes les plus proches du profil « résilient » sont :

- plutôt des femmes et les personnes de 35 ans et plus,
- plutôt issues des catégories socioprofessionnelles supérieures (CSP+),
- plutôt liées à des enseignements issus d'expériences passées impliquant les risques majeurs, transformées en apprentissage et en préparation active.

À l'inverse, les profils les plus éloignés de ce modèle sont :

- principalement des hommes et des jeunes (18-35 ans),
- souvent en situation de précarité économique où domine la stratégie de l'évitement,
- ayant tendance à oublier ou minimiser les événements passés, ce qui limite la mise en place de stratégies d'adaptation.

Ce baromètre est partagé avec le plus grand nombre afin que chacun puisse s'approprier ces résultats et :

- adapter les outils d'information et de sensibilisation aux spécificités des publics,
- approfondir les données en soutenant les investigations scientifiques,
- encourager l'aménagement durable et vivable du territoire, en misant sur la reconnaissance par chacun de sa propre vulnérabilité et de son rôle dans la gestion des risques.

La capacité du territoire à se relever après un aléa repose sur la conscience collective des risques, de la vulnérabilité individuelle et de l'implication inévitable de tous, ce baromètre ayant vocation à partager de la connaissance dans ces différents domaines.

Annexes

Annexe 1 : méthode théorique de la psychologie sociale

Stratégie de coping ou stratégie d'adaptation

Afin de renforcer l'analyse du baromètre, le Département de la Gironde a souhaité mener une analyse psychosociale en utilisant des tests statistiques (Cf. aide à la lecture) pour évaluer l'efficacité de la stratégie de coping ou processus d'adaptation, utilisé pour faire face aux stress engendrés par les risques.

Généralement, deux types de stratégies d'adaptation sont reconnus dans la littérature : les stratégies centrées sur le problème et les stratégies centrées sur les émotions.

Les stratégies d'adaptation

	Stratégie centrée sur le problème ou coping de confrontation	Stratégie centrée sur les émotions ou coping d'évitement
Evaluation de l'événement	Situation jugée contrôlable	Situation jugée incontrôlable (sentiment d'impuissance)
Contrôle sur la situation	Modification de l'environnement stressant (supprimer ou minimiser les effets). Contrôle individuel de la situation par un affrontement direct du stress et par une recherche de solution pour y faire face (l'individu réfléchit à l'organisation d'un plan d'action et des étapes à suivre pour gérer au mieux le problème).	Modification de la perception de l'événement stressant soit par prise de distance (exclusion des émotions associées) soit par la maîtrise de soi. Eviter ou minimiser la confrontation avec le stress (dédramatiser les conséquences de la situation).
Comportements associés	Recherche de soutien social (recherche d'un appui extérieur, conseil, assistance ou informations extérieurs…), planification d'actions pour résoudre le problème, réévaluation des pensées négatives.	Evitement de la pensée stressante, distraction, déni, minimisation de l'événement ou encore recherche de réconfort.

[1] Stratégie de coping ou processus d'adaptation désigne l'ensemble des processus qu'une personne interpose entre elle et la situation perçue comme menaçante (risques naturels, technologiques, sanitaires), afin de maîtriser, tolérer ou diminuer l'impact de celle-ci sur son bien-être physique et psychologique (Lazarus et coll., 1984).

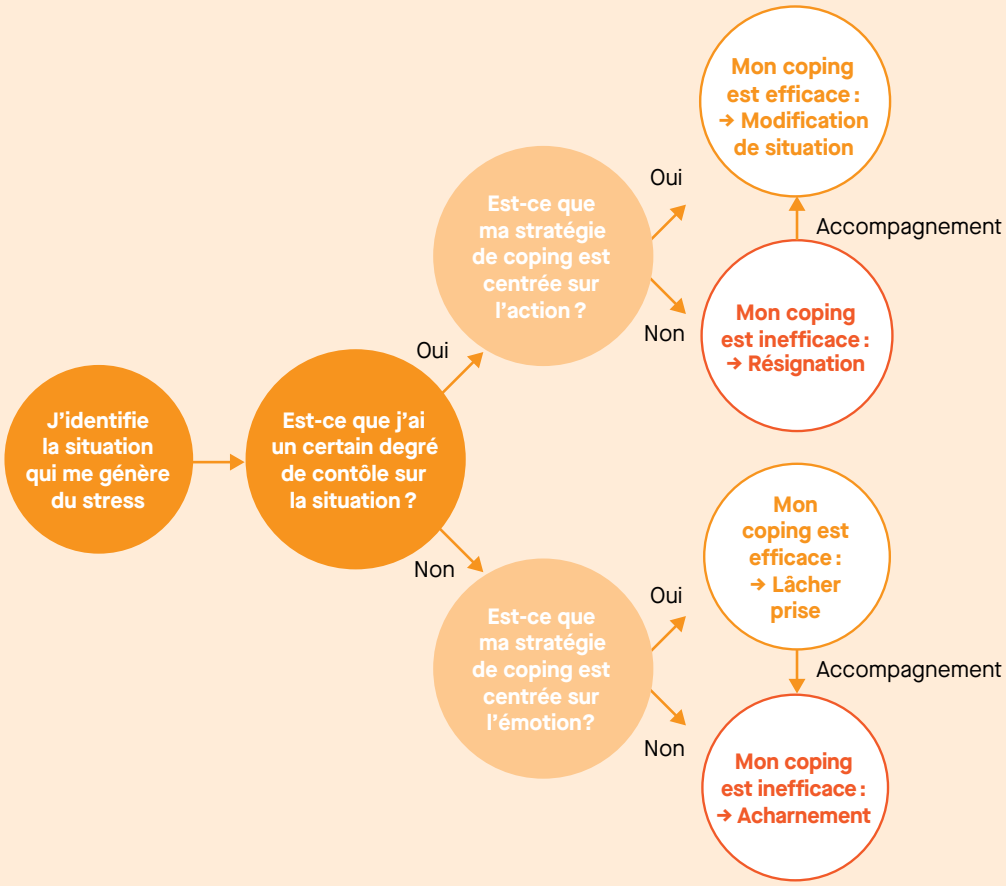


Schéma Stratégie de coping (Fabienne BROUCARET, 2021)

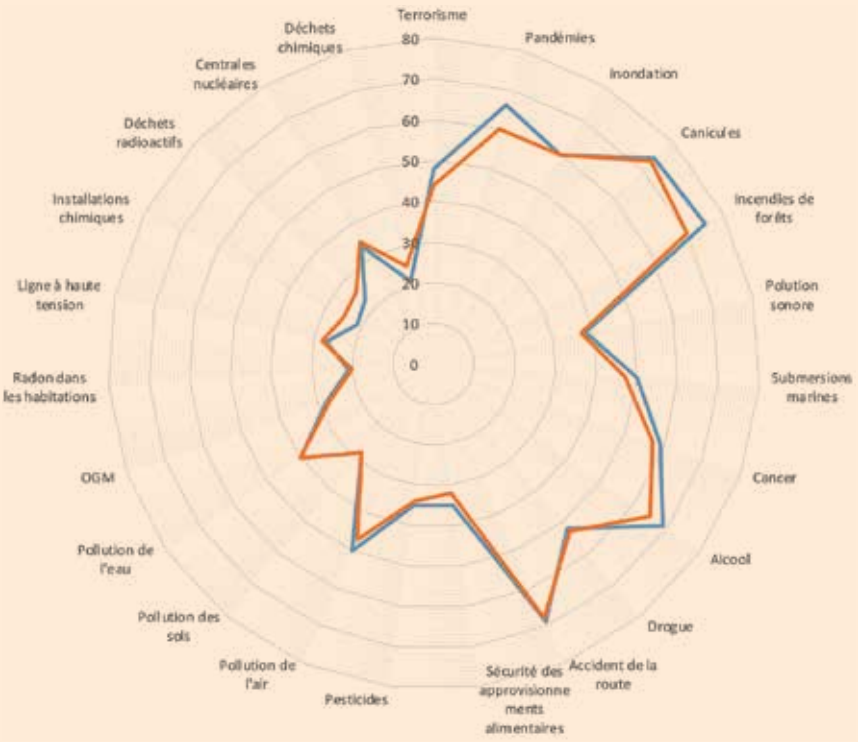
L'individu choisit les stratégies d'adaptation en fonction d'une situation spécifique, l'aidant à faire face au stress de manière saine et constructive. Par exemple, certaines personnes trouvent bénéfique de pratiquer une activité physique pour gérer le stress, tandis que d'autres préfèrent la méditation ou le soutien d'un proche. Le succès ou l'échec de la stratégie peut entraîner soit une réduction, soit une augmentation du stress.

Cependant, il est à noter que le coping d'évitement (ou stratégie centrée sur les émotions) peut être temporairement efficace pour gérer l'anxiété immédiate, alors que le coping de confrontation (ou stratégie centrée sur le problème) peut s'avérer nécessaire pour résoudre les problèmes sous-jacents sur le long terme.

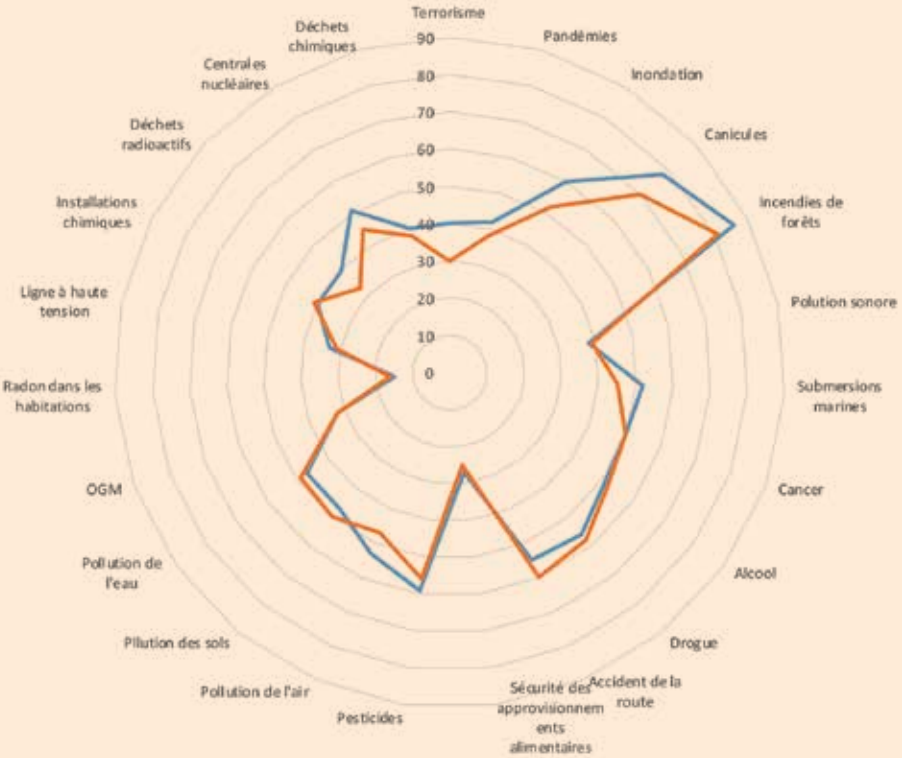
En utilisant des stratégies d'adaptation efficaces, l'individu peut améliorer sa capacité à faire face aux situations stressantes, à réguler ses émotions et à trouver des solutions aux problèmes rencontrés. Ces approches peuvent contribuer à renforcer la résilience, surmonter plus rapidement les difficultés et rebondir plus facilement après des événements stressants.

Annexe 2 : comparatif entre le niveau de risque perçu et le niveau d'information entre le baromètre de la Gironde 2024 et 2026

Niveau d'information des Girondins en 2026 par rapport à 2024



Niveau de risque perçu par les Girondins en 2026 par rapport à 2024



Annexe 3 : construction des questions du baromètre de la Gironde

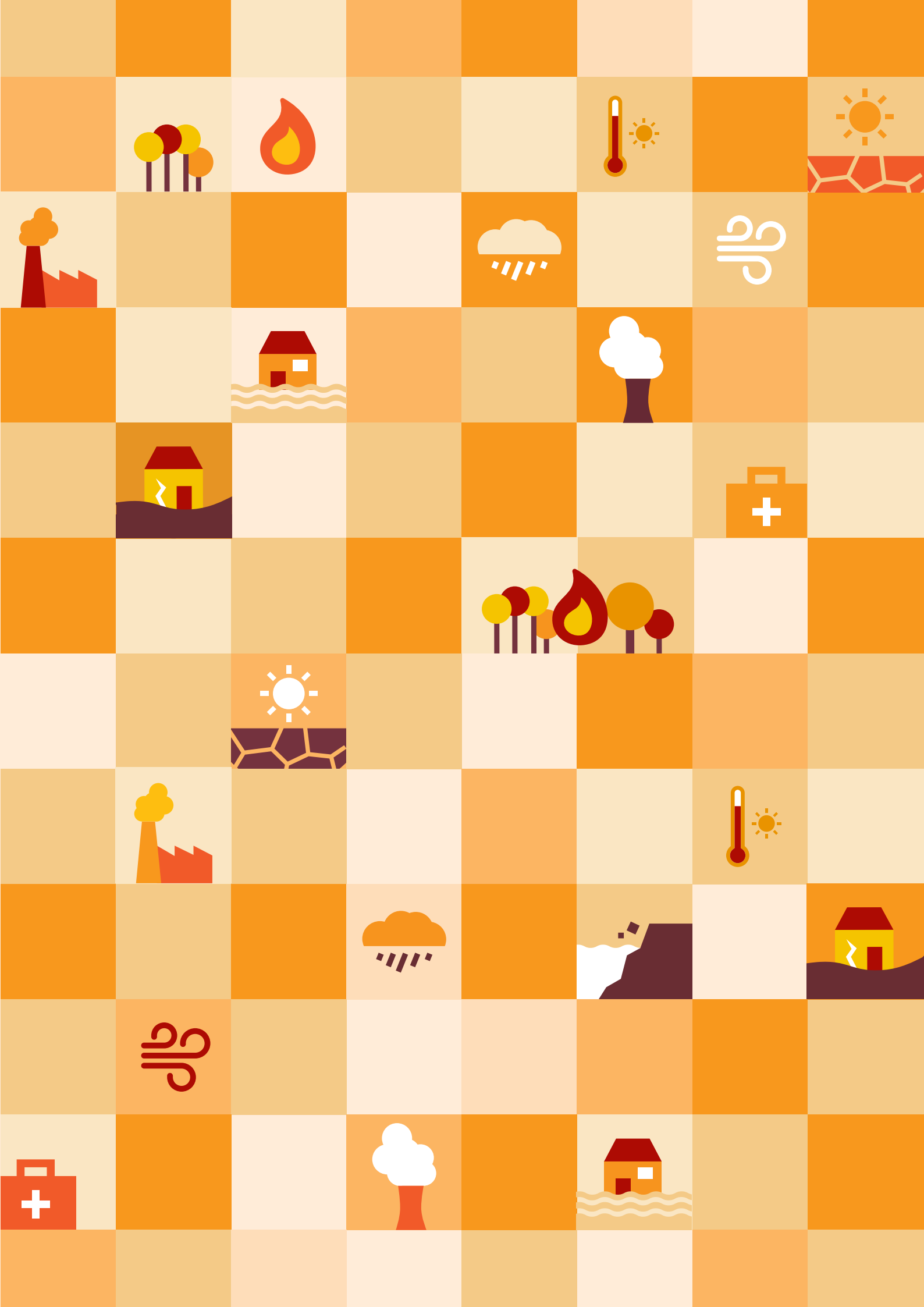
Le baromètre Girondin s'appuie sur le baromètre national mené par l'IRSN.
Il est constitué de :

60 % des questions reprises et réadaptées. On y retrouve :

- **Question 1 :** « En Gironde, parmi les sujets actuels suivants, lequel est selon vous le plus préoccupant ? En premier ? En deuxième ? En troisième ? »
- **Question 2 :** « Voici un certain nombre de sujets environnementaux. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ? »
- **Question 3 :** « Parmi les activités industrielles ou technologiques suivantes, quelle est celle qui, selon vous, risque le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en Gironde ? »
- **Question 4 :** « Voici maintenant un certain nombre de propositions relatives à l'énergie nucléaire. Pour chaque proposition, veuillez indiquer selon l'échelle suivante si vous êtes d'accord ou non. »
- **Question 5 :** « Selon ce que vous savez, pensez-vous que le choix de prolonger la durée d'exploitation de la centrale nucléaire du Blayais constitue… ? »
- **Question 9 :** « Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ? »
- **Question 10 :** « Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques dans le département de la Gironde sont en général… ? »
- **Question 11 :** « Diriez-vous que vous vous sentez bien ou mal informé(e) concernant les risques associés à chacun des domaines suivants ? »
- **Question 14 :** « Accepteriez-vous de vivre près… ? »
- **Question 16 :** « Voici des mesures que pourraient prendre les exploitants industriels : chimiques, nucléaires, réseaux télécoms… pour communiquer sur les risques associés à leurs installations et leur fonctionnement. Pour chacune de ces mesures et indépendamment les unes des autres, diriez-vous qu'elle vous paraît prioritaire, secondaire, ou inutile à mettre en place ? »
- **Question 18 :** « Dans le domaine de la prévention et de la gestion des risques naturels et industriels, avez-vous confiance ou non en chacun des intervenants et organismes suivants ? »
- **Question 21 :** « Seriez-vous prêt(e) à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur la gestion d'une installation à risque à proximité de chez vous ? »

40 % des questions spécifiques au contexte des risques girondins :

- **Question 6 :** « Selon vous, quelle est la probabilité qu'un accident nucléaire de la même ampleur que celui de Fukushima se produise au sein de la centrale du Blayais ? »
- **Question 7 :** « Selon vous, le dérèglement climatique a-t-il une influence forte ou faible sur chacune des choses suivantes ? »
- **Question 8 :** « Parmi les phénomènes naturels suivants, quel est celui qui, selon vous, risque le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en Gironde ? »
- **Question 12 :** « De manière générale, vous sentez-vous bien ou mal informé(e) sur les mesures d'urgence que chaque personne devrait mettre en place pour se protéger au cas où chacun des types de catastrophes suivants surviendrait près de chez elle ? »
- **Question 13 :** « Connaissez-vous chacun des dispositifs suivants ? »
- **Question 15 :** « A votre connaissance, votre logement est-il exposé à un ou des risques naturels ou technologiques (industriels, nucléaires…) ? »
- **Question 17 :** « A quelle fréquence consultez-vous chacun des médias suivants pour vous informer sur l'actualité ? »
- **Question 19 :** « Selon vous, est-ce plutôt le rôle des individus ou plutôt celui des pouvoirs publics d'assurer la prévention des risques, dans chacun des domaines suivants ? »
- **Question 20 :** « Selon vous, est-ce plutôt le rôle des individus ou plutôt celui des pouvoirs publics d'assurer la protection face aux risques, qui peuvent survenir dans chacun des domaines suivants ? »
- **Question 22 :** « Vous personnellement, seriez-vous prêt(e) ou non à intégrer cette réserve citoyenne au sein de votre commune ? »
- **Question 23 :** « Qu'est-ce qui vous vient en premier à l'esprit quand vous entendez le mot « risque » ? Veuillez indiquer les cinq premiers mots qui vous viennent à l'esprit. »



Contacts :

Département de la Gironde
Direction de la transition écologique et de l'environnement (DTEE)
Service des risques majeurs et vulnérabilités (SRMV)

05 56 99 33 33

Département de la Gironde - DirCom - Imprimerie du Département de la Gironde - imprim'Vert® - août 2026

gironde.fr/risques-majeurs

Gironde
LE DÉPARTEMENT